

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	930 fr.	500 fr.
Etranger	1200 fr.	650 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 50 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 65 fr.
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	50 f
Minimum	200 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	200 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1956

2 août	— Décret n° 56-789 rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun les dispositions de l'article 1 ^{er} de la loi n° 53-148 du 25 février 1953 et celles du décret n° 53-811 du 3 septembre 1953 relatives à l'émission d'obligations convertibles en actions. (Arrêté de promulgation n° 723-56/C. du 21 août 1956)	818
9 août	— Décret n° 56-809 portant règlement d'administration publique relatif au statut des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 729-56/C. du 21 août 1956)	819
	Distinctions honorifiques. (Légion d'honneur)	823

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1956

16 août	— N° 720-56/CP. — Arrêté fixant le statut particulier du cadre local des moniteurs de l'agriculture du Togo.	824
18 août	— N° 725-56/IA. — Arrêté fixant le nouveau régime du cours commercial.	828
21 août	— N° 731-56/AE/PLAN. — Arrêté portant classement de marché.	828
21 août	— N° 732-56/SG. — Arrêté portant approbation du compte administratif de la Commune-Mixte d'Atakpamé pour l'exercice 1955.	830

21 août	— N° 733-56/SG. — Arrêté portant approbation du budget additionnel 1956 de la Commune-Mixte d'Atakpamé.	830
23 août	— N° 739-56/SG. — Arrêté créant une commission chargée de l'étude des projets d'arrêtés d'application des décrets n° 55-1122 et 55-1123 du 16 août 1955 concernant l'exercice de la pharmacie	830
23 août	— N° 740-56/AP. — Arrêté portant prorogation de la session extraordinaire de l'Assemblée territoriale du Togo.	830
24 août	— N° 741-56/AP. — Arrêté portant sectionnement électoral des communes de plein exercice.	831
29 août	— N° 751-56/AP. — Arrêté portant délimitation du périmètre urbain de la Commune-Mixte d'Aného.	832
30 août	— N° 754-56/CP. — Arrêté reportant à une date ultérieure les concours direct et professionnel ouverts pour le recrutement de secrétaires d'administration.	826
30 août	— N° 754-56/CP. — Arrêté reportant à une date ultérieure les concours direct et professionnel ouverts pour le recrutement d'agents de constatation et d'agents brevetés du cadre supérieur des douanes.	827
30 août	— N° 755-56/CP. — Arrêté reportant le concours professionnel ouvert pour le recrutement d'un agent technique du cadre supérieur du service Topographique à une date ultérieure.	827
30 août	— N° 756-56/CP. — Arrêté reportant à une date ultérieure le concours direct ouvert pour le recrutement de trois agents techniques de la santé publique.	827
30 août	— N° 759-56/AP. — Arrêté portant clôture de la session extraordinaire de l'Assemblée Territoriale du Togo.	833
30 août	— N° 760-56/AE/PLAN. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 48/ATE.	

	du 29 août 1956 portant approbation de la tranche 1956-1957 du programme 1953 du plan d'équipement et d'investissement du Togo.	829
30 août	— N° 761-56/F. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 47/ATT. du 29 août 1956 de l'Assemblée territoriale du Togo autorisant le Chef du territoire à procéder au regroupement des emprunts 4% et 4,5% émis par le Togo en 1931 et 1932 dans les formes prévues par le décret du 20 mai 1955.	833
30 août	— N° 762-56/F. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 46/ATT. du 28 août 1956 de l'Assemblée Territoriale du Togo portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo — Exercice 1956.	834
Erratum à l'arrêté	n° 464-56/AE/PLAN. 2. du 28 mai 1956 rendant exécutoire la délibération n° 16/ATT. portant approbation du projet de tranche complémentaire à la tranche 1955-56 du programme 1953 du plan du Togo.	829
Rectificatif à l'arrêté	n° 246-56/F. du 15 mars 1956 fixant la rémunération des agents permanents du secteur public.	828
Personnel		837
Divers		841

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1956

6 août	— Note-circulaire relative aux majorations au titre de la loi du 26 septembre 1951	845
--------	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

(Avis et communications)

Audiences de vacation	846
Avis (Concours pour l'emploi d'administrateur des Services de l'Assemblée de l'Union française)	846
Institut d'Emission AOF-Togo (Situation au 31 juillet 1956).	848

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Affaires économiques

ARRETE N° 723-56/C. du 16 août 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-789 du 2 août 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-789 du 2 août 1956 rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun les dispositions de l'article 1^{er} de la loi n° 53-148 du 25 février 1953 et celles du décret n° 53-811 du 3 septembre 1953 relatives à l'émission d'obligations convertibles en actions.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 août 1956.

J. BÉCARD.

DECRET N° 56-789 du 2 août 1956 rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun les dispositions de l'article 1^{er} de la loi n° 53-148 du 25 février 1953 et celles du décret n° 53-811 du 3 septembre 1953 relatives à l'émission d'obligations convertibles en actions.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'article 72, alinéa 2, de la Constitution de la République française;

Vu la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, telle que rendue applicable dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 20 mars 1910 énumérant les formalités auxquelles sont assujetties dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer l'émission, l'exposition, la mise en vente, l'introduction sur le marché d'actions, d'obligations ou de titres quelconques, qu'ils soient de sociétés françaises ou étrangères;

Vu la loi du 18 mars 1919 tendant à la création d'un registre du commerce, ensemble les règlements d'administration publique pris pour son application dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 8 août 1935 créant, au profit des actionnaires, un droit préférentiel aux augmentations de capital, tel que rendu applicable aux territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer par le décret du 3 septembre 1936;

Vu le décret du 13 janvier 1938 portant application sous réserve de modifications aux territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, du décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires;

Vu le décret du 2 juin 1947 rendant applicables, dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, les dispositions du titre 1^{er} de la loi du 4 mars 1943 relative aux sociétés par actions;

Vu l'article 1^{er} de la loi n° 53-148 du 25 février 1953 relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne;

Vu le décret n° 53-811 du 3 septembre 1953 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1^{er} de la loi du 25 février 1953;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions de l'article 1^{er} de la loi n° 53-148 du 25 février 1953 ainsi que celles du décret n° 53-811 du 3 septembre 1953 relatives à l'émission d'obligations convertibles en actions, à l'exception des articles 6, 7, 8 et 10 dudit décret qui sont remplacés par les dispositions suivantes.

ART. 2. — Le ou les délais dans lesquels devra être exercée l'option accordée aux porteurs d'obligations pour convertir leurs titres en actions devront, ainsi que les bases de cette conversion, être mentionnés dans la notice prévue par le décret du 20 mars 1910. L'émission des actions provenant des obligations donnera lieu à l'insertion d'une nouvelle notice.

ART. 3. — Les titres remis aux souscripteurs conformément aux dispositions de l'article 4 du décret du 13 janvier 1938 devront mentionner le ou les délais dans lesquels devra être exercée l'option accordée aux porteurs d'obligations pour convertir leurs titres en actions ainsi que les bases de cette conversion.

ART. 4. — La date et le montant de l'émission d'obligations convertibles en actions, les caractéristiques des titres émis, le ou les délais dans lesquels devra être exercée l'option accordée aux porteurs d'obligations pour convertir leurs titres en actions, ainsi que les bases de cette conversion, devront être mentionnés dans le registre de commerce du siège social.

ART. 5. — Sont applicables à toutes les opérations effectuées en violation des dispositions des articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 du décret du 3 septembre 1953, celles de l'article 8 du décret du 3 septembre 1936 susvisé.

ART. 6. — Les chefs de territoire dans les territoires non groupés et les hauts commissaires de la République, dans les groupes de territoires auront la faculté de prendre des arrêtés, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 3 mai 1945, pour sanctionner les infractions aux dispositions des articles 2, 3 et 4 du présent décret.

ART. 7. — Le président du conseil des ministres, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 2 août 1956.

René COTY.

Par le président de la République :

Le président du conseil des ministres,

GUY MOLLET

Le ministre de la France d'outre-mer;

GASTON DEFFERRE.

*Le ministre d'Etat, garde des sceaux,
chargé de la justice,*

François MITTERRAND.

Personnel

ARRETE N° 729-56/C. du 21 août 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-809 du 9 août 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-809 du 9 août 1956 portant règlement d'administration publique relatif au statut des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 août 1956.

J. BÉRARD.

DECRET N° 56-809 du 9 août 1956 portant règlement d'administration publique relatif au statut des chefs de division et attachés de la France d'Outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières, du ministre délégué à la présidence du conseil et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique;

Vu le décret n° 46-433 du 13 mars 1946 portant organisation du cadre d'administration générale des colonies autres que l'Indochine et les actes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, notamment l'article 2, ensemble les règlements d'administration publique n° 50-1348 du 27 octobre 1950 pour l'application de ladite loi aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer et n° 49-1239 du 13 septembre 1949 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de l'Etat;

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, ensemble les décrets n° 51-509 et 51-510 du 5 mai 1951 pris pour l'application de ladite loi;

Vu la loi n° 53-46 du 3 février 1953 portant, en ses articles 10 et 11, affiliation des fonctionnaires des cadres généraux d'outre-mer au régime général des retraites des fonctionnaires de l'Etat ensemble le décret n° 54-829 du 10 août 1954 pris pour l'application de ladite loi;

Vu le décret n° 53-284 du 31 mars 1953 relatif à la notation et à l'avancement des fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un corps de chefs de division et attachés de la France d'Outre-Mer.

Le statut particulier prévu à l'article 2 de la loi du 19 octobre 1946 susvisée applicable aux fonctionnaires du corps des chefs de division et attachés de la France d'Outre-Mer est déterminé conformément aux dispositions du présent décret.

Les fonctionnaires de ce corps sont classés dans la catégorie des personnels des cadres généraux énumérés au tableau I du décret n° 51-510 du 5 mai 1951.

ART. 2. — Les fonctionnaires visés à l'article précédent sont appelés à exercer des fonctions d'administration générale dans les services des territoires d'outre-mer et des territoires associés ou dans les circonscriptions territoriales.

Ils peuvent, en outre, seconder les administrateurs de la France d'outre-mer dans l'exercice des fonctions qui leur sont statutairement dévolues à l'administration centrale du département ou dans ses annexes après un séjour réglementaire.

Dans ces services ou circonscriptions, ces fonctionnaires relèvent de l'autorité des administrateurs de la France d'outre-mer.

ART. 3. — La carrière des fonctionnaires du corps régi par les dispositions du présent décret comporte deux grades :

Chef de division de la France d'outre-mer;

Attaché de la France d'outre-mer.

Le grade de chef de division de la France d'outre-mer comprend trois échelons et une classe exceptionnelle avec deux échelons.

Le grade d'attaché de la France d'outre-mer comporte quatre classes :

Attaché de classe exceptionnelle avec un échelon;

Attaché de 1^{re} classe avec deux échelons;

Attaché de 2^e classe avec quatre échelons;

Attaché de 3^e classe avec cinq échelons;

Les nominations au grade d'attaché de la France d'outre-mer sont prononcées par arrêté du ministre de la France d'outre-mer.

ART. 4. — La répartition des emplois dans les grades et classes visés à l'article précédent est soumise aux limites ci-après par rapport à l'ensemble des emplois du cadre :

Chef de division de la France d'outre-mer :

De classe exceptionnelle 4 p. 100

De classe normale 7 p. 100

Attaché de la France d'outre-mer :

De classe exceptionnelle 9 p. 100

De 1^{re} classe 19 p. 100

De 2^e classe 29 p. 100

De 3^e classe 32 p. 100

Dans les limites ci-dessus, le ministre de la France d'outre-mer fixe par arrêté des effectifs par grade et classe de fonctionnaires du corps.

CHAPITRE II.

Recrutement

ART. 5. — Les attachés de la France d'outre-mer sont recrutés :

1° — Par concours dans la limite des 7/10 des emplois offerts chaque année et dans les conditions fixées à l'article 7 ci-après;

2° — Au choix, dans la limite des 3/10 des emplois offerts chaque année et après réserve des emplois à mettre au concours :

a) Parmi les fonctionnaires appartenant aux cadres supérieurs organisés dans les territoires d'outre-mer, justifiant de douze ans de services publics dans leurs cadres d'origine et inscrits sur une liste d'aptitudes sur proposition du chef du territoire et après avis de la commission administrative paritaire siégeant en commission d'avancement.

La liste des cadres visés à l'alinéa précédent sera fixée par arrêté du ministre de la France d'outre-mer.

Pour les fonctionnaires et agents titulaires d'un des diplômes exigés pour le concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'administration et possédant la pratique courante d'une langue vernaculaire, la durée de la pratique professionnelle exigée sera réduite à deux ans effectués en qualité de titulaire, de contractuel ou d'auxiliaire;

b) Dans les conditions fixées à l'article 8 ci-après.

ART. 6. — Les attachés de la France d'outre-mer recrutés en application de l'article 5, 2° a) ci-dessus sont titularisés dans le grade d'attaché à la 3^e classe et à un échelon comportant un traitement égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui qui leur était attribué dans leur ancien emploi.

Au cas où ces fonctionnaires percevaient antérieurement à leur titularisation un traitement supérieur à celui du 5^e échelon de la 3^e classe du grade d'attaché à la France d'outre-mer, ils recevront une indemnité compensatrice dans les conditions prévues par le décret n° 47-457 du 4 août 1947.

ART. 7. — Pour l'application des dispositions de l'article 5 (1°) deux concours sont ouverts par arrêté du ministre de la France d'outre-mer pour le recrutement des attachés de la France d'outre-mer.

a) Dans la proportion des 5/10 des emplois offerts chaque année aux candidats remplissant les conditions de citoyenneté qui, en application de la Constitution de la République française, ainsi que des lois et accords de tutelle et actes applicables, permettent l'accès à la fonction publique, âgés de moins de trente ans au 1^{er} janvier de l'année du concours et titulaires d'une licence ou de l'un des diplômes exigés pour le concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'administration.

La limite d'âge ci-dessus sera reculée d'autant d'années que le candidat compte d'années de service militaire ou de services civils admissibles pour la retraite; sans que le bénéfice de cette disposition puisse permettre aux candidats d'entrer dans le cadre s'ils ont dépassé l'âge de trente-cinq ans au 1^{er} janvier de l'année du concours.

b) Dans la proportion des 2/10 des emplois offerts chaque année aux fonctionnaires du cadre de l'administration générale régi par le décret du 13 mars 1946 qui n'auront pas été intégrés dans le présent corps en application des dispositions de l'article 15 ci-après et aux fonctionnaires des cadres supérieurs et locaux des gouvernements généraux et des territoires d'outre-mer âgés de moins de trente-cinq ans au 1^{er} janvier de l'année du concours et comptant au minimum cinq ans de services publics effectifs.

Lorsque par suite de l'insuffisance des candidats, les proportions ci-dessus ne peuvent être respectées dans l'une des catégories a et b, les emplois restant à pourvoir au concours peuvent être attribués aux candidats de l'autre catégorie.

ART. 8. — Pour l'application de l'article 5 (2^e b), les candidats admissibles aux épreuves écrites du concours A d'entrée à l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer prévu par le décret n° 50-1353 du 30 octobre 1950, mais non admis à la suite des épreuves orales et dont la moyenne générale est égale ou supérieure à 11 sur 20, pourront être nommés sur leur demande et dans la limite des places disponibles et par ordre de mérite, dans le cadre organisé par le présent décret au grade d'attaché stagiaire. Les demandes devront être formulées dans les trois mois qui suivront des résultats du concours.

Il en sera de même pour les candidats au concours C d'entrée à l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer prévu au décret du 14 mai 1956 qui, non admis, auraient néanmoins obtenu la moyenne générale fixée au paragraphe précédent.

Pourront être nommés attachés de 3^e classe stagiaires dans la limite des places disponibles et par ordre de classement à l'école nationale de la France d'outre-mer, sauf raison de discipline, d'indignité ou de santé, à condition dans tous les cas que leur moyenne à l'école ne soit pas inférieure à 11 sur 20 :

1^o Les élèves issus des concours A et C qui n'auraient pas obtenu la moyenne exigée pour la délivrance du Brevet de l'école ou qui, en cours d'études, n'auraient pas été autorisés à redoubler une année.

2^o Les élèves issus du concours B et les stagiaires du cycle de perfectionnement des fonctionnaires des cadres supérieurs des territoires qui n'auraient pas obtenu la moyenne exigée pour la délivrance du Brevet de l'école et les élèves issus des concours B et C qui ne seraient pas titulaires du diplôme de licence en droit lorsque, dans leur section, la sanction des études comporte ce diplôme.

ART. 9. — Les conditions des concours prévus à l'article 7 ci-dessus, en particulier, la date, l'organisation des épreuves, les programmes, les modalités de

correction, seront fixées par arrêté du ministre de la France d'outre-mer.

Une épreuve orale facultative comportant l'explication d'un texte d'une langue de l'Union française sera instituée au concours prévu à l'article 7 b.

ART. 10. — Les candidats recrutés en vertu des articles 7 et 8 du présent décret seront nommés attachés stagiaires.

Tous les attachés stagiaires de la France d'outre-mer doivent accomplir un stage d'une année dans un territoire relevant du ministère de la France d'outre-mer, l'année de ce stage comptant dès leur arrivée dans le territoire d'affectation.

Ceux qui étaient précédemment fonctionnaires sont placés dans leur administration d'origine dans la position de détachement pendant la période de stage.

Toutefois, ils continueront à percevoir le traitement afférent à leur ancien emploi si ledit traitement est supérieur à celui d'attaché stagiaire.

ART. 11. — A la fin du stage, les fonctionnaires stagiaires, dont les notes le justifient, sont titularisés dans le grade d'attaché de 3^e classe, 1^{er} échelon, de la France d'outre-mer, après avis de la commission administrative paritaire.

Au cas où les intéressés percevaient antérieurement à leur titularisation un traitement supérieur à celui du 1^{er} échelon de la 3^e classe d'attaché de la France d'outre-mer, ils recevront une indemnité compensatrice dans les conditions prévues par le décret n° 47-1457 du 4 août 1947.

Les fonctionnaires non titularisés peuvent, compte tenu de leur note de stage, être autorisés par décision du ministre de la France d'outre-mer à effectuer un nouveau stage d'un an. Cette autorisation ne peut être renouvelée.

Les intéressés qui n'auraient pas obtenu l'autorisation de recommencer leur stage, ou dont les notes ne seraient pas suffisantes à l'expiration du second stage, seront, suivant le cas, licenciés ou reclassés dans dans leur cadre d'origine.

Le licenciement peut être prononcé dans les mêmes formes au cours du stage pour faute grave, incapacité professionnelle ou inaptitude physique constatée par le service de santé.

Les stagiaires licenciés, ainsi qu'éventuellement leur famille, ont droit au passage de retour dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

CHAPITRE III.

Avancement

ART. 12. — Les avancements de classe ou de grade dans le corps des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer se font exclusivement au choix.

Pour les avancements d'échelon, la durée moyenne du temps normalement passé dans chaque échelon est de deux ans; cette durée peut être réduite à dix-huit mois dans les conditions prévues par le décret susvisé du 31 mars 1953.

ART. 13. — Peuvent seuls être promus :

A la 2^e classe du grade d'attaché de la France d'outre-mer, les attachés de 3^e classe qui, nommés au 5^e échelon de cette classe, ont accompli un an de services dans cet échelon et deux ans de services effectifs outre-mer dans ce corps;

A la 1^{re} classe du grade d'attaché de la France d'outre-mer, les attachés de 2^e classe qui, nommés au 4^e échelon de cette classe ont accompli deux ans de services dans cet échelon et cinq ans de services effectifs outre-mer dans ce corps;

A la classe exceptionnelle du grade d'attaché de la France d'outre-mer, les attachés de 1^{re} classe qui, nommés au 2^e échelon de cette classe, ont accompli au moins trois ans de services dans cet échelon et sept ans de services outre-mer dans ce corps.

ART. 14. — Les chefs de division de la France d'outre-mer sont nommés et titularisés par le ministre de la France d'outre-mer parmi les attachés de 1^{re} classe ou de classe exceptionnelle inscrits sur une liste dressée après avis de la commission administrative compétente.

Les attachés promus chefs de division de la France d'outre-mer sont nommés à l'échelon de leur nouveau grade comportant un indice de traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur ancien grade.

Peuvent être promus à la classe exceptionnelle du grade de chefs de division de la France d'outre-mer les chefs de division qui, nommés au 3^e échelon de la classe normale, ont accompli deux ans de services dans cet échelon.

CHAPITRE IV.

Dispositions transitoires

ART. 15. — Pour contribuer à la constitution initiale du corps régi par le présent décret, il sera procédé par arrêté du ministre de la France d'outre-mer après avis de la commission paritaire spéciale instituée à cet effet par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, à l'intégration directe dans ce corps :

a) Des fonctionnaires du cadre d'administration générale outre-mer, à concurrence de 80 p. 100 du nombre des agents en fonction dans ce cadre à la date de publication du présent décret.

L'intégration est prononcée par priorité pour ces fonctionnaires lorsqu'ils sont titulaires, soit d'une licence, soit de l'un des diplômes exigés pour le concours d'entrée à l'école nationale d'administration, soit de l'un des diplômes visés à l'alinéa 7 de l'article 8 du décret susvisé du 13 mars 1946;

b) Des fonctionnaires du cadre régi par le décret du 1^{er} décembre 1920 des bureaux des services civils de l'Indochine;

c) Des agents des douanes et régies d'Indochine titulaires du brevet de l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer;

d) Des fonctionnaires appartenant aux cadres supérieurs organisés dans les territoires d'outre-mer et titulaires d'un diplôme de licence ou de l'un des di-

plômes exigés pour le concours d'entrée à l'Ecole Nationale d'administration.

Un arrêté du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des affaires économiques et financières fixera la liste des cadres visés au paragraphe ci-dessus;

e) Eventuellement, des fonctionnaires appartenant au cadre général des chefs de bureau des secrétariats généraux.

ART. 16. — Pour bénéficier des dispositions prévues à l'article 15 ci-dessus, les fonctionnaires intéressés devront présenter une demande d'intégration dans un délai de trois mois à compter de la date de publication du présent décret.

ART. 17. — En outre, dans un délai d'un an à compter de la date de publication du présent décret, pourront à titre exceptionnel être intégrés dans le grade d'attaché de la France d'outre-mer, des fonctionnaires des cadres supérieurs organisés dans les territoires d'outre-mer, âgés de moins de quarante-cinq ans et comptant au minimum dix ans de services publics effectifs.

La liste de ces cadres sera fixée par arrêté du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des affaires économiques et financières.

Ces intégrations seront faites par arrêté du ministre de la France d'outre-mer parmi les candidats inscrits sur une liste d'aptitude sur proposition du chef de territoire après avis de la commission administrative paritaire spéciale prévue à l'article 15.

Elles seront prononcées dans la limite du 1/20 de l'effectif des attachés de la France d'outre-mer intégrés en vertu de l'article 15 ci-dessus.

ART. 18. — Tous les fonctionnaires intégrés au titre des articles 15 et 17 du présent décret le seront dans le grade d'attaché de la France d'outre-mer à indice égal ou immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient antérieurement.

Ils conserveront l'ancienneté acquise dans l'échelon de leur ancien grade s'ils sont intégrés à l'indice égal ou supérieur de 4 points au maximum à l'indice qu'ils détenaient antérieurement.

Lorsqu'ils bénéficieront d'un gain d'indice supérieur à 4 points lors de leur intégration, leur ancienneté sera déterminée de la manière suivante :

Au delà de vingt points : ancienneté supprimée;

De quinze à vingt points : ancienneté diminuée de 3/4;

De dix à quatorze points : ancienneté diminuée de 1/2;

De cinq à neuf points : ancienneté diminué de 1/4.

Toutefois, à ces dispositions s'appliqueront les trois réserves suivantes :

a) Lorsque l'intégration des fonctionnaires appartenant dans leur cadre d'origine à des classes ou échelons différents se fera dans un même échelon, ceux d'entre eux n'ayant pas encore atteint dans leur cadre d'origine la classe ou l'échelon supérieur ne pourront éventuellement conserver dans l'échelon d'inté-

gration qu'une ancienneté égale ou inférieure aux trois quarts de l'ancienneté attribuée au fonctionnaire le moins ancien de la classe ou l'échelon immédiatement supérieur du cadre d'origine.

b) En tout état de cause, aucune ancienneté ne pourra être attribuée aux fonctionnaires qui, du fait de leur intégration, bénéficieront d'un indice qu'ils n'auraient pu obtenir dans leurs ordre d'origine que par une promotion de grade;

c) Les fonctionnaires qui, lors de leur intégration, détenaient déjà un indice supérieur à celui d'attaché de classe exceptionnelle de la France d'outre-mer seront intégrés dans ce dernier grade et conserveront à titre personnel l'indice dont ils bénéficiaient antérieurement.

Dès la fin des opérations d'intégration, la commission paritaire spéciale prévue à l'article 15 ci-dessus dressera une liste exceptionnelle d'aptitude pour permettre l'accès au grade de chef de division des attachés de la France d'outre-mer qui rempliront les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus.

Ces promotions seront prononcées dans la classe ordinaire du grade de chef de division de la France d'outre-mer conformément aux règles prévues à l'article 14, alinéa 2, et en tenant compte, le cas échéant des indices conservés à titre personnel par les intéressés lors de leur intégration dans le présent corps.

ART. 19. — Pendant une durée de cinq ans à compter de la publication du présent décret, les promotions au grade de chef de division de la France d'outre-mer prévues à l'article précédent ou à l'article 14 ci-dessus ne pourront avoir pour effet de pourvoir chaque année à plus de la moitié des vacances existant dans le grade.

ART. 20. — Le temps de service, ainsi que le temps de séjour outre-mer ou période assimilée effectuée dans leur corps d'origine par les fonctionnaires intégrés, compte de plein droit comme temps de service et de séjour outre-mer accompli dans le corps de chefs de division et attachés de la France d'outre-mer.

CHAPITRE V.

Dispositions diverses

ART. 21. — En raison des conditions d'aptitude physique spéciales exigées, l'accès aux emplois du corps régi par le présent décret est réservé aux candidats du sexe masculin.

ART. 22. — Le nombre des chefs de division et d'attachés de la France d'outre-mer placés en position de détachement de longue durée ou en disponibilité ne peut excéder 10 p. 100 de l'effectif total du corps.

Toutefois, ne sont pas compris dans ce pourcentage les fonctionnaires du présent cadre détachés auprès d'un Etat associé ou dans un emploi relevant du ministère de la France d'outre-mer ou pour exercer une fonction publique élective ou un mandat syndical.

ART. 23. — Peuvent être détachés dans le cadre régi par le présent décret les fonctionnaires apparte-

nant à des cadres de mêmes catégories sous réserve qu'ils soient reconnus aptes à un service relevant du ministère de la France d'outre-mer et que le statut du corps auquel ils appartiennent admette par réciprocité le détachement de chefs de division et d'attachés de la France d'outre-mer dans des emplois réservés aux membres de ces corps.

Chaque détachement devra être compensé dans un délai maximum de deux ans par un détachement réciproque.

ART. 24. — Les fonctionnaires visés à l'article précédent détachés depuis deux ans au moins dans le présent cadre peuvent y être intégrés sur leur demande et à équivalence d'indice après avis de la commission administrative paritaire du corps de chefs de division et d'attaché de la France d'outre-mer, sous réserve qu'ils soient âgés de moins de quarante ans et que le statut du corps auquel ils appartiennent admette par réciprocité l'intégration des fonctionnaires régis par le présent décret dans des emplois réservés aux membres de ce corps.

ART. 25. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des affaires économiques et financières, le ministre délégué à la présidence du conseil, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 9 août 1956.

GUY MOLLET

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

GASTON DEFFERRE.

*Le ministre des affaires économiques
et financières,*

PAUL RAMADIER.

*Le ministre délégué à la présidence du conseil,
FÉLIX HOUPHOUËT.*

*Le Secrétaire d'Etat au budget
JEAN FILIPPI.*

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique,*

PIERRE MÉTAYER.

Distinctions honorifiques

Légion d'honneur

Par décret du Président de la République en date du 3 août 1956, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'Honneur en date du 7 juin 1956 portant que les promotions et nominations faites aux termes du présent décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus

ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'Honneur au titre Union française :

Au grade d'officier.

MM.
Koffi (Thomas), chef de village de Tchekpo (Togo), Chevalier du 11 juillet 1947. Ancienneté dans le grade : 8 ans 11 mois 20 jours.

Creppy (John-Konnaké), premier ministre du roi d'Anécho, à Anécho (Togo); 49 ans 10 mois 2 jours de services.

Fumey Kouasivi (Hermann); chef des magasins des produits de la S.C.O.A.; Lomé (Togo); 27 ans 10 mois 22 jours de services.

Kanli, chef de canton de Gnagna (Atakpamé), (Togo); 41 ans 6 mois de services.

Pré Aroukoum, chef de canton de Lama-Tessi, Pagouda (Cercle de Lama-Kara), (Togo); 42 ans 6 mois de services.

Par décret du Président de la République en date du 4 août 1956, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur dans ses séances des 7 juin et 5 juillet 1956, portant que les promotions et nominations faites aux termes du présent décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur « à titre civil » :

MM.
Au grade de chevalier.

Artaxe (André-Clotaire-Félix), contremaître principal des chemins de fer du Togo, chef du service du wharf, Lomé (Togo); 41 ans 1 mois 28 jours de services dont 8 ans 2 mois 21 jours de majoration pour services civils hors d'Europe.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Personnel

Agriculture

ARRETE N° 720-56/CP. du 16 août 1956 fixant le statut particulier du cadre local des moniteurs de l'Agriculture du Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955, relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage, les frais de voyage à l'étranger et les indemnités de route et de séjour des fonctionnaires, employés et agents des services de la France d'outre-mer, ensemble tous actes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires employés et agents des services de la France d'outre-mer, ensemble tous actes qui l'ont modifié ou complété;

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, fixant les modalités d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires;

Vu le décret n° 51-511 du 5 mai 1951, fixant, en application de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, les régimes de rémunération, des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres de fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté n° 290/P. du 7 juin 1945, fixant le statut particulier du cadre local des moniteurs d'Agriculture;

Vu l'arrêté n° 299-54/P. du 29 mars 1954, fixant le statut particulier du cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo;

Vu l'arrêté n° 643-51/F. du 11 septembre 1951, portant règlement des déplacements des fonctionnaires et agents civils au Togo;

Vu l'arrêté n° 146-52/P. du 13 février 1952, portant répartition des cadres de fonctionnaires du Togo en cadres supérieurs et locaux;

Vu l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952, fixant le statut général des cadres supérieurs et locaux du Togo;

Vu l'arrêté n° 148-52/P. du 13 février 1952, réglementant le régime des congés et autorisations d'absence pouvant être accordés aux fonctionnaires des cadres supérieurs et locaux du Togo;

Vu l'arrêté n° 417-53/P. du 13 juin 1953, fixant le régime commun des concours prévus pour l'admission dans les différents corps supérieurs du Togo;

Le conseil de Gouvernement entendu dans sa séance du 17 mai 1956;

Vu l'avis émis par l'Assemblée Territoriale du Togo dans sa séance du 24 mai 1956;

Vu l'approbation ministérielle donnée par dépêche n° 34540/PEL/BE. du 8 août 1956;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 299-54/CP. du 29 mars 1954, fixant le statut particulier du cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement des Produits du Togo est annulé.

ART. 2. — A compter du 1^{er} octobre 1955, le personnel des moniteurs de l'Agriculture du Togo, for-

me le corps local des moniteurs de l'Agriculture et du Conditionnement des Produits du Togo soumis aux dispositions de l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952.

Le statut particulier de ce corps prévu à l'article 2 de l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952 précité, applicable à compter de la date ci-dessus aux fonctionnaires dudit corps, est déterminé aux dispositions du présent arrêté.

ART. 3. — Les fonctionnaires du corps des moniteurs d'Agriculture et du Conditionnement des Pro-

duits, concourent au fonctionnement du service de l'Agriculture du Territoire et de ses services annexes, service du Conditionnement des Produits, défense des cultures, crédit agricole, service rural, établissement d'enseignement agricole, station de recherche.

Quel que soit leur grade ou les fonctions dont ils sont chargés, ils sont toujours subordonnés aux fonctionnaires des corps supérieurs et des corps régis par décret.

ART. 4. — La hiérarchie, le classement indiciaire et la péréquation du corps des moniteurs de l'Agriculture du Togo, sont fixés comme suit :

GRADE & ECHELON	INDICE	PÉRÉQUATION
Moniteur principal de classe exceptionnelle	470	10 %
Moniteur principal :		
3 ^e échelon	445	
2 ^e échelon	415	
1 ^{er} échelon	390	20 %
Moniteur ordinaire :		
3 ^e échelon	365	
2 ^e échelon	340	
1 ^{er} échelon	315	30 %
Moniteur adjoint :		
4 ^e échelon	295	
3 ^e échelon	275	
2 ^e échelon	255	
1 ^{er} échelon	245	40 %
Moniteur stagiaire :	245	

Le personnel du corps des moniteurs de l'Agriculture est réparti en trois grades :

- 1^o — Les moniteurs principaux;
- 2^o — Les moniteurs ordinaires;
- 3^o — Les moniteurs adjoints;

Le grade de moniteur principal comporte une classe exceptionnelle.

Le grade de moniteur adjoint comporte quatre échelons.

Les grades de moniteur ordinaire et de moniteur principal comprennent trois échelons.

La classe exceptionnelle de moniteur principal comprend un échelon unique.

CHAPITRE II.

Recrutement.

ART. 5. — L'effectif théorique du corps et le nombre maximum de moniteurs de l'Agriculture à admettre dans le corps sont fixés, chaque année, par décision du Commissaire de la République au Togo.

Peuvent être nommés moniteurs stagiaires :

a) Sur titre : Les candidats titulaires du C.A.P. agricole;

b) Sur concours : Les candidats titulaires du certificat d'études primaires élémentaires, ayant satisfaits aux épreuves d'un concours dont les modalités sont fixées en annexe au présent arrêté.

Les candidats seront admis suivant les pourcentages fixés comme suit :

Sur titre	60 %
Concours	40 %

Si dans un mode de recrutement le nombre des candidats ne permet pas d'atteindre le pourcentage fixé ci-dessus, la différence entre ce nombre et celui des places prévues pourra être reportée à l'autre mode de recrutement.

Nul ne peut se présenter plus de trois fois au concours.

L'âge maximum des candidats admis à se présenter au concours est fixé à 35 ans, cette limite pouvant sans toutefois dépasser 38 ans, être prolongée d'une durée égale à celle des services militaires.

ART. 6. — Les candidats admis dans le corps des moniteurs de l'Agriculture doivent accomplir en qualité de fonctionnaire stagiaire, un stage d'une année

réglementé par le titre III. — Chapitre 1^{er} de l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952.

Le temps de stage est rappelé dans la limite d'un an pour l'avancement.

CHAPITRE III.

Avancement

ART. 7. — Les avancements de grade se font uniquement aux choix par voie d'inscription à un tableau d'avancement rendu public conformément aux dispositions du titre V de l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952.

Les avancements d'échelon sont automatiques en fonction de l'ancienneté, conformément au titre V de l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952.

ART. 8. — Sont promus moniteurs adjoints 1^{er} échelon, les moniteurs stagiaires titularisés.

Peuvent seuls être promus :

Moniteurs ordinaires 1^{er} échelon, les moniteurs adjoints qui ont effectué une année de services à l'échelon le plus élevé de ce grade et comptant quatre ans de services effectifs dans le corps;

Moniteurs principaux 1^{er} échelon, les moniteurs ordinaires qui ont effectué une année de services à l'échelon le plus élevé de ce grade et comptant huit ans de services effectifs dans le corps, dont quatre ans dans le grade d'ordinaire.

Moniteurs principaux de classe exceptionnelle, les moniteurs principaux qui ont effectué trois années de services au 3^e échelon du grade de principal et comptant douze ans de services effectifs dans le corps, dont quatre ans dans le grade de principal.

ART. 9. — Le temps à passer dans chaque échelon, sauf le plus élevé de chaque grade, est de deux ans.

CHAPITRE IV.

Dispositions diverses

ART. 10. — Le nombre des fonctionnaires appartenant au corps des moniteurs de l'Agriculture en position de détachement ou de disponibilité sur leur demande ne peut dépasser 20 % de l'effectif total de ce corps.

Peuvent être détachés dans le corps des moniteurs de l'Agriculture du Togo, les fonctionnaires appartenant aux corps identiques ou similaires des autres Territoires de la Fédération de l'Afrique Occidentale française ou des autres pays de l'Union française, sous réserve qu'ils soient reconnus aptes à un service actif en territoire tropical.

A l'expiration d'une période maximum de dix ans, les fonctionnaires détachés pourront être mis en demeure soit d'être remis à la disposition de leur administration d'origine, soit d'être intégré dans le corps des moniteurs de l'Agriculture du Togo, à indice égal ou immédiatement supérieur, sous réserve qu'ils remplissent les conditions statutaires prévues au présent arrêté.

CHAPITRE V.

Dispositions transitoires

ART. 11. — Sont reclassés dans le corps des moniteurs de l'Agriculture institué par le présent arrêté pour compter du 1^{er} octobre 1955, les moniteurs dont

les indices de solde ont été fixés par les arrêtés n° 963/P. du 30 novembre 1955 et n° 61-56/CP. du 20 janvier 1956.

ART. 12. — Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures et en particulier l'arrêté n° 290/P. du 7 juin 1945, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 août 1956.

J. BÉRARD.

ANNEXE fixant l'organisation et le programme du concours d'admission dans le corps des moniteurs d'Agriculture du Togo.

Epreuves écrites	Coefficient	Durée
Un compte rendu à caractère agricole sur lequel seront jugés l'orthographe et le style du candidat	1	1 h. 30
Une composition de calcul	1	1 h. 30
Une composition sur une question technique d'agriculture locale	5	1 h. 30
Epreuve orale		
Une épreuve d'un quart d'heure en dialecte local sur un sujet d'agriculture .		

Les épreuves sont cotées de 0 à 20. Le nombre minimum de points exigés pour l'admission est de 100. Toute note inférieure à 7/20 est éliminatoire si elle est maintenue après délibération de la Commission.

La surveillance et la correction des épreuves sont effectuées par une commission qui se réunit au Chef-lieu du Territoire dans les locaux du service de l'Agriculture.

La commission de surveillance et de correction est constituée par décision du Commissaire de la République sur la proposition du Chef du Bureau du Personnel. Elle comprend;

Président :

Le Chef du Bureau du Personnel

Membres :

Le Chef du service de l'Agriculture ou son délégué;

Un instituteur du cadre supérieur;

Un moniteur d'agriculture choisi parmi les plus anciens dans le grade le plus élevé;

Un ou plusieurs fonctionnaires africains connaissant les langues choisies par les candidats.

Concours et examens professionnels

ARRETE N° 752-56/CP. du 30 août 1956 reportant à une date ultérieure les concours direct et professionnel ouverts pour le recrutement de secrétaires d'administration.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives,

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu les arrêtés n°s 226 et 227/CP. du 9 mars 1956 portant ouverture de concours direct et professionnel pour le recrutement de secrétaires d'administration;

Vu l'arrêté n° 675/CP. du 27 juillet 1956 fixant la date du concours direct ouvert pour le recrutement de secrétaires d'administration stagiaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les concours direct et professionnel ouverts pour le recrutement de Secrétaires d'Administration du cadre supérieur des Services Administratifs, Financiers et Comptables du Togo, prévus par arrêtés n°s 226, 227 et 675/CP. des 9 mars et 27 juillet 1956, aux 6 septembre et 12 novembre 1956, sont reportés à une date ultérieure.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1956.

J. BÉRARD.

ARRETE N° 754-56/CP. du 30 août 1956 reportant à une date ultérieure les concours direct et professionnels ouverts pour le recrutement d'agents de constatation et d'agents brevetés du cadre supérieur des Douanes.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu les arrêtés n°s 231 et 232/CP. du 13 mars 1956 portant ouverture de concours direct et professionnel pour le recrutement d'agents de constatation et d'agents brevetés du cadre supérieur des douanes du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les concours direct et professionnel ouverts pour le recrutement d'agents de constatation et d'agents brevetés du cadre supérieur des Douanes du Togo, prévus par arrêtés n°s 231 et 232/CP. du 13 mars 1956 aux 20, 24 et 27 septembre 1956, sont reportés à une date ultérieure.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1956.

J. BÉRARD.

ARRETE N° 755-56/CP. du 30 août 1956 reportant le concours professionnel ouvert pour le recrutement d'un agent technique du cadre supérieur du Service Topographique à une date ultérieure.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952, fixant le statut général des cadres supérieurs et locaux du territoire du Togo.

Vu l'arrêté n° 309/CP. du 9 avril 1956 portant ouverture d'un concours professionnel pour recrutement d'un agent technique du service topographique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est reporté à une date ultérieure, le concours professionnel ouvert pour le recrutement d'un Agent technique du cadre supérieur du Service Topographique du Togo, prévu au 8 novembre 1956, par arrêté susvisé n° 309/CP. du 9 avril 1956.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1956.

J. BÉRARD.

ARRETE N° 756-56/CP. du 30 août 1956 reportant à une date ultérieure le concours direct ouvert pour le recrutement de trois Agents techniques de la Santé publique.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952, fixant le statut général des cadres supérieurs et locaux du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 235/CP. du 13 mars 1956 portant ouverture d'un concours direct pour le recrutement des trois agents techniques de la santé publique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est reporté à une date ultérieure, le concours direct ouvert pour le recrutement de trois Agents techniques du cadre supérieur de la Santé publique du Togo, prévu au 17 décembre 1956 par arrêté n° 235/CP. du 13 mars 1956.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1956.

J. BÉRARD.

Agents permanents

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 246-56/F. du 15 mars 1956 fixant la rémanération des agents permanents du secteur public.

Au lieu de :

Art. 5. — La prime d'ancienneté prévue par l'article 6 de l'arrêté n° 852-54/ITLS. modifié par l'arrêté 703-55/ITLS. est fixée à 1% par année de service. Elle est calculée sur le taux de l'échelle A de la catégorie à laquelle appartient l'agent intéressé. Pour tout agent engagé après le premier jour du trimestre, l'ancienneté ne court qu'à compter du premier jour du trimestre suivant l'engagement.

Lire :

Art. 5. — La prime d'ancienneté prévue par l'article 6 de l'arrêté n° 852-54/ITLS. modifié par l'arrêté 703-55/ITLS. est fixée à 1% par année de service. Elle est calculée sur le taux de l'échelle A de la catégorie à laquelle appartient l'agent intéressé. Pour tout agent engagé après le premier jour du mois, l'ancienneté ne court qu'à compter du premier jour du mois suivant l'engagement.

Le reste sans changement.

Enseignement

ARRETE N° 725-56/IA. du 18 août 1956 fixant le nouveau régime du Cours Commercial.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 32/E. du 18 janvier 1955 organisant l'enseignement au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 15 octobre 1956, le Cours Commercial est constitué provisoirement en établissement autonome qui continuera à

fonctionner au Lycée Gouverneur Bonnacarrère (ancien bâtiment) en attendant l'installation d'un Centre Technique groupant les sections industrielles et commerciales.

ART. 2. — La Direction du Cours Commercial est confiée à compter de la même date à un Instituteur principal ou à un Directeur de Cours Complémentaire.

ART. 3. — Les élèves internes, payants ou boursiers, continueront à être logés et nourris par les soins de l'Economat du Lycée Gouverneur Bonnacarrère, les études et la discipline relevant du Directeur du Cours Commercial.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera:

Lomé, le 18 août 1956.

J. BÉRARD.

Affaires économiques

ARRETE N° 731-56/AE/PLAN. du 21 août 1956 portant classement de marché.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret 45-2435 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des services de contrôle du conditionnement des produits aux colonies, modifié par le décret 46-1105 du 15 mai 1946;

Vu l'arrêté n° 439-49/AE/Agro. du 8 juin 1949 portant classement des marchés dans le territoire du Togo et les textes subséquents;

Sur la proposition du Commandant de cercle d'Anécho;

La chambre de commerce consultée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le marché d'Akounapé, cercle d'Anécho, est ouvert aux achats de produits du cru destinés à l'exportation.

ART. 2. — Les transactions sur le marché d'Akounapé auront lieu le mercredi de chaque semaine.

ART. 3. — L'arrêté n° 439-49/AE/Agro. du 8 juin 1949 portant classement de marchés est abrogé en ce qui concerne le marché de Togoville.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 21 août 1956.

J. BÉRARD.

ARRETE N° 760-56/AE/PLAN. du 30 août 1956
rendant exécutoire la délibération n° 48/ATT. du
29 août 1956 portant approbation de la tranche
1956-1957 du programme 1953 du plan d'équipe-
ment et d'investissement du Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation
administrative du territoire du Togo et création d'assemblées
représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions
territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement
d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du
16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales
du Togo sous tutelle française;

Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au
financement et à l'exécution des plans d'équipement et de
développement des territoires relevant du ministère de la France
d'outre-mer;

Vu le décret du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement
et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la
réalisation des plans d'équipement et de développement de la
loi du 30 avril 1946;

Vu la résolution n° 124 du Comité Directeur du F.I.D.E.S.
en date du 13 août 1956 donnant un avis favorable au
programme du Togo (Tranche 1956-1957);

Vu la délibération n° 48/ATT. du 29 août 1955 de l'assemblée
territoriale du Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au
Togo la délibération n° 48/ATT. du 29 août 1956
approuvant la tranche d'exécution 1956-1957 du pro-
gramme du plan d'équipement et d'investissement du
Togo arrêtée à :

Quatre cent quatre vingt seize millions de francs
C.F.A. en autorisations d'engagement.

Deux cent quarante neuf millions cent mille francs
C.F.A. en crédits de paiement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, pu-
blié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1956.

J. BÉRARD.

DELIBERATION N° 48/ATT. du 29 août 1956.

L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE DU TOGO,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation
administrative du territoire du Togo et création d'assemblées
représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions
territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au
fonctionnement et à l'exécution du plan de développement et
d'équipement des territoires relevant du ministère de la France
d'outre-mer;

Vu le décret du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement
et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la
réalisation des plans de développement et d'équipement de la
loi du 30 avril 1946;

Vu le décret du 11 décembre 1951 prescrivant l'établissement
d'un deuxième programme;

Vu le rapport de la présentation n° 99/AE/PLAN. du 29
août 1956 du Commissaire de la République au Togo;

Le Conseil du Gouvernement entendu en sa séance du 29
août 1956;

A adopté en sa séance du 29 août 1956 la délibération
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le projet de
tranche 1956-1957 du programme 1953 du plan d'é-
quipement et d'investissement du Togo arrêté à :

Quatre cent quatre vingt seize millions de francs
C.F.A. en autorisations d'engagement.

Deux cent quarante neuf millions cent mille francs
C.F.A. en crédits de paiement.

ART. 2. — Le Commissaire de la République est
habilité à signer avec la caisse centrale la convention
d'avance se rapportant à la tranche 1956-1957.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le
29 août 1956.

Le Secrétaire,

L. LAWSON.

Le Président de l'ATT.

N. GRUNITZKY

ERRATUM concernant l'arrêté n° 464/AE/PLAN/2.
du 28 mai 1956 rendant exécutoire la délibération
n° 16/ATT. portant approbation du projet de tran-
che complémentaire à la tranche 1955-1956 du
programme 1953 du plan du Togo.

Au lieu de :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au
Togo la délibération n° 16/ATT. du 30 avril 1956
approuvant la tranche complémentaire de la tran-
che d'exécution 1955-1956 du programme 1953 du
plan du Togo arrêtée à deux cent cinquante quatre
millions trois cent mille francs C.F.A. (254.300.000) en
autorisation de programme et quatre vingt huit
millions cinq cent mille francs C.F.A. (88.500.000)
en crédits de paiement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, com-
munié et publié partout où besoin sera.

Lire :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au
Togo la délibération n° 16/ATT. du 30 avril 1956
approuvant la tranche complémentaire de la tranche
d'exécution 1955-1956 du programme 1953 du plan
du Togo arrêtée à deux cent cinquante quatre millions
trois cent mille francs C.F.A. (254.300.000) en
autorisation de programme et quatre vingt huit

millions cinq cent mille francs C.F.A. (88.500.000) en crédits de paiement.

ART. 2. — Le Commissaire de la République est habilité à signer avec la caisse centrale de la France d'outre-mer la convention d'avance se rapportant à la tranche d'exécution 1955-1956 (tranche complémentaire).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où le besoin sera.

Commune-mixte d'Atakpamé

Par arrêtés du Commissaire de la République, approuvés en conseil de Gouvernement :

N° 732-56/SG. du :

21 août 1956. — Le compte administratif de la Commune-Mixte d'Atakpamé pour l'exercice 1955 est arrêté comme suit :

En recettes : à la somme de Onze Millions deux Cent Treize Mille Deux Cent Trente Deux (11.213.232) francs.

En dépenses : à la somme de Sept Millions Dix Neuf Mille Trois Cent Cinquante Six (7.019.356) francs,

laissant apparaître un excédent de Quatre Millions Cent Quatre Vingt Treize Mille Huit Cent Soixante Seize (4.193.876) francs, somme qui, conformément à l'article 70 de l'arrêté du 20 novembre 1952, sera reportée au budget additionnel de l'exercice 1956.

Sont annulés, faute d'emploi, les crédits restant disponibles à la clôture de l'exercice 1955 et dont le montant s'élève à Deux Millions Deux Cent Quarante Neuf Mille Six Cent Vingt Quatre (2.249.624) francs.

N° 733-56/SG. du :

21 août 1956. — Le budget additionnel de la Commune-Mixte d'Atakpamé est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Quatre Millions Cent Quatre Vingt Treize Mille Huit Cent Soixante Seize (4.193.876) francs.

Commission

ARRETE N° 739-56/SG. du 23 août 1956 créant une Commission chargée de l'étude des projets d'arrêtés d'application des décrets du 16 août 1955 concernant l'exercice de la pharmacie.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955;

Vu le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 fixant les modalités d'application de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux Territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la Santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie, décret promulgué par l'arrêté n° 737-55/C. du 30 août 1955;

Sur proposition de M. le Directeur de la Santé publique du Togo (Inspection des Pharmacies);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une Commission chargée de l'étude des projets d'arrêtés d'application des décrets nos 55-1122 et 55-1123 du 16 août se réunira dans les locaux de la direction de la Santé publique à Lomé, sur convocation de son président.

ART. 2. — La composition de la Commission prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est fixée ainsi qu'il suit :
M.M. Le Médecin Colonel, Directeur de la Santé publique du Togo *Président*

Le Directeur des Affaires Politiques
ou son représentant,

Le Directeur des Affaires Economiques
ou son représentant,

Le Délégué de la Sous-Section de
l'Ordre des Pharmaciens,

Le Pharmacien-Capitaine, pharmacien-chef et inspecteur des pharmacies du Togo,

Membres

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 août 1956.

J. BÉRARD.

Affaires politiques

Assemblée Territoriale du Togo

ARRETE N° 740-56/AP. du 23 août 1956 portant prorogation de la session extraordinaire de l'Assemblée Territoriale du Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 sur les institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 701-56/AP. du 7 août 1955 portant convocation de l'Assemblée Territoriale du Togo en session extraordinaire;

Le conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La session extraordinaire de l'Assemblée Territoriale du Togo est prorogée pour une période de deux semaines.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement rendu applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

Lomé, le 23 août 1956.

J. BÉRARD.

Election

ARRETE N° 741-56/AP du 24 août 1956 portant sectionnement électoral des communes de plein exercice.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 susvisée;

Vu la loi du 18 novembre 1955 portant réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer;

Le conseil de Gouvernement entendu;

Vu l'avis exprimé par l'Assemblée Territoriale en sa séance du 21 août 1956;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les communes de plein exercice du Togo créées par la loi du 18 novembre 1955 sont divisées en sections électorales conformément au tableau ci-dessous :

LOME :

Première Section.

(ex-quartiers 1 — 2 — 4 — 5 — 7)

Limitée : à l'Ouest par la voie du C.F.T. entre le passage du Wharf et le passage à niveau de la gare.

au Nord par le côté Sud de l'Avenue des Alliés entre le passage à niveau de la gare et le poste de police n° 1.

à l'Est a) par le côté Nord-Ouest de la rue d'Amoutivé entre le poste de police n° 1 et le carrefour rue de la Mission, rue d'Amoutivé.

b) par le côté Ouest de la rue de la Mission, au Sud par la mer 6 Sièges

2^e Section.

(ex-quartiers 3 — 6 et 10).

Limitée : à l'Ouest : a) par le côté Est de la Mission.

b) par le côté de la rue d'Amoutivé entre la rue de la Mission et le passage à niveau d'Amoutivé

au Nord-Est et au Nord-Ouest par la ligne d'Anécho entre le passage à niveau d'Amoutivé et le périmètre urbain.

à l'Est par le périmètre urbain oriental.

au Sud par la mer 1 Sièges

3^e Section.

(ex-quartier d'Amoutivé).

Limitée : au Sud-Est et Sud-Ouest par la ligne d'Anécho entre le périmètre urbain et la rue des Haoussas.

à l'Est par le périmètre urbain oriental.

au Nord par le bord Sud de la lagune entre le périmètre urbain oriental et la rue des Haoussas.

à l'Ouest par le côté Est de la rue des Haoussas.

. 4 Sièges

4^e Section.

(ex-quartier n° 9 Zongo et Camp des gardes-cercle).

Limitée : au Nord par le bord Sud de la lagune entre la rue des Haoussas et la rue centrale du Camp.

à l'Ouest a) par le côté Est de la rue centrale du Camp.

b) par le côté Est de l'avenue du Camp entre le Rond-Point du Camp et de la place Fréau.

Au Sud par le côté Nord de l'avenue des Alliés, entre la place Fréau et la rue d'Amoutivé.

Au Sud-Est par le côté Ouest de la rue d'Amoutivé entre le poste de police n° 1 et le passage à niveau de la ligne d'Anécho.

au Nord-Est par la ligne d'Anécho entre le passage à niveau d'Amoutivé et le Rond-Point du Camp.

. 6 Sièges

5^e Section.

(ex-quartiers 1 bis, Hanukopé 8, Camp militaire).

Limitée : à l'Est a) par le côté ouest de la rue centrale du Camp.

b) par le côté Ouest de l'avenue du Camp entre le Rond-Point du Camp et la place Fréau.

au Sud par le côté Nord de l'avenue des Alliés entre la place Fréau et le passage à niveau de la gare.

à l'Ouest a) par la voie du C.F.T. entre le passage à niveau de la gare et le passage à niveau du Boulevard circulaire.

b) par le côté Est de la rue de Nyékonapoé.

au Sud par le côté Nord du Boulevard circulaire entre la rue de Nyékonapoé et le passage à niveau du Boulevard circulaire.

au Nord par le bord sud de la lagune entre la rue de Nyékonapoé et la rue Centrale du Camp.

. 6 Sièges

6^e Section.

c) ex-quartiers administratifs; Kodjoviakopé, Nyékonapoé.)

Limitée : au Nord par le bord sud de la lagune entre la rue de Nyékonapoé et le périmètre urbain occidental,

à l'Ouest par le périmètre urbain occidental,

au Sud par la mer,

à l'Est par la voie du C.F.T. entre le passage à niveau du Wharf et le passage à niveau du Boulevard circulaire,

au Nord-Est par le côté Sud du Boulevard circulaire entre le passage à niveau du Boulevard circulaire et la rue de Nyékonapoé.

5 Sièges

ANECHO :

Première Section.

Quartiers de Apounoukpa

Badji

Djossi

Léghanou

Ellah

Flamani et Bokotikponou

Fantékomé

Magna

Agbodji

Aplailho

Payimé 9 Sièges

2^e Section.

Quartiers de Kpota

Djamaçji

Dégbénou

Nlessi

Adancondji

Kokoutsecondji

Adinacondji

Vodoubé 7 Sièges

3^e Section.

Quartiers de Adjidogan

Adjido Landjo et Kiumidécondji

Messancondji

Sanvécondji

Zongo

Kondji 5 Sièges.

4^e Section.

Agglomération de Zébé 2 Sièges.

ATAKPAME :

Première Section.

Quartier Djama 4 Sièges.

2^e Section.

Quartier administratif, Est 2 Sièges.

3^e Section.

Quartier Vondou 5 Sièges.

4^e Section.

Quartier Gnagna 6 Sièges.

5^e Section.

Quartier Lom-Nava 6 Sièges.

SOKODE :

Première Section.

Quartier Dédauré 7 Sièges.

2^e Section.

Quartier Koumah et Koumondé 4 Sièges.

3^e Section.

Quartier Zongo et Tchaourondé 6 Sièges.

4^e Section.

Quartiers Cabrais, Akamadé, Kandji-djé et Administratifs 6 Sièges.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 août 1956

J. BÉRARD.

Périmètre urbain de la Commune-mixte d'Anécho

ARRETE N° 751-56/AP. du 29 août 1956 portant délimitation du périmètre urbain de la Commune-Mixte d'Anécho.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu la loi du 18 novembre 1955 portant réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer;

Vu l'arrêté du 22 février 1927 et les textes qui l'ont modifié;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les limites de la Commune-Mixte d'Anécho sont :

celles définies par l'arrêté n° 116 du 22 février 1927, modifié par les arrêtés 566-50/APA. du 12 juillet 1950 et 624-50/APA. du 2 août 1950 d'une part, et d'autre part, par l'agglomération de Zébé formant un triangle limité à l'ouest et au sud par la route de Glidji prolongée à l'est de 200 mètres, au nord par le sentier joignant la route de Glidji à la route d'Anfoin au carrefour de celle-ci avec la route d'Aklakou, à l'est par une ligne joignant ce carrefour aux points extrêmes de la limite sud.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 août 1956.

J. BÉRARD.

ARRETE N° 759-56/AP. du 30 août 1956 portant clôture de la session extraordinaire de l'Assemblée Territoriale du Togo.

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 sur les institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 701-56/AP. du 7 août 1956 portant convocation de l'Assemblée territoriale du Togo en session extraordinaire;

Vu l'arrêté n° 740-56/AP. du 23 août 1956 portant prorogation de la session extraordinaire de l'Assemblée territoriale du Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La session extraordinaire de l'Assemblée Territoriale du Togo prorogée par arrêté n° 740-56/AP. du 23 août 1956 susvisé, sera close le 30 août 1956.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

Lomé, le 30 août 1956.

J. BÉRARD.

Emprunts

ARRETE N° 761-56/F. du 30 août 1956 rendant exécutoire la délibération n° 47/ATT. de l'Assemblée territoriale en date du 29 août 1956 autorisant le Chef du territoire à procéder au groupement des emprunts 4% et 4,5% émis par le Togo en 1931 et 1932 dans les formes prévues par le décret du 20 mai 1955.

**LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉSION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO**

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu la délibération n° 47 de l'Assemblée Territoriale en date du 29 août 1956;

Le conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 47/ATT. de l'Assemblée territoriale en date du 29 août 1956 autorisant le Chef du Territoire à procéder au regroupement des titres des emprunts 4% et 4,5% émis par le Togo en 1931 et 1932 dans les formes prévues par le décret du 20 mai 1955.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1956.

J. BÉRARD.

DELIBERATION N° 47/ATT. du 29 août 1956 autorisant le Chef du Territoire à procéder au regroupement des titres des emprunts 4% et 4,5% émis par le Togo en 1931 et 1932 dans les formes prévues par le décret du 20 mai 1955.

L'Assemblée Territoriale du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret n° 55-641 du 20 mai 1955 autorisant le regroupement des titres des emprunts émis par les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant le Commissariat du Togo à contracter un emprunt;

Vu le décret du 18 avril 1931 autorisant la réalisation d'une première tranche de 27 millions sur l'emprunt de 70 millions du Commissariat de la République au Togo;

Vu le décret du 2 août 1932 autorisant le Commissariat de la République Française au Togo à réaliser une deuxième tranche de 38.800 Francs sur l'emprunt de 70 millions prévus par la loi du 22 février 1931;

Vu le rapport n° 97/F. du 24 août 1956 de M. le Commissaire de la République au Togo;

Vu l'avis du conseil de Gouvernement;

A adopté dans sa séance du 29 août 1956 les dispositions dont la teneur suit :

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Chef du Territoire est autorisé à procéder au regroupement des titres des emprunts 4% et 4,5% émis par le Territoire du Togo en 1931 et 1932 dans les formes prévues par le décret du 20 mai 1955.

ART. 2. — Les frais de regroupement seront supportés par le Territoire du Togo et réglés sur les disponibilités du chapitre premier article 1^{er} du Budget local de l'exercice 1956.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 29 août 1956.

Le Président de l'A. T. T.,
N. GRUNITZKY

Le Secrétaire;
L. LAWSON.

Budget local

ARRETE N° 762-56/F. du 30 août 1956 rendant exécutoire la délibération n° 47/ATT. de l'Assemblée territoriale du Togo en date du 28 août 1956 portant ouverture et annulation de crédits au Budget Local du Togo — Exercice 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la délibération n° 46/ATT. de l'Assemblée Territoriale du Togo en date du 28 août 1956;

Le conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 46/ATT de l'Assemblée Territoriale du Togo en date du 28 août 1956 portant ouverture et annulation de crédits au Budget Local du Togo — Exercice 1956.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1956.

J. BÉRARD.

DELIBERATION N° 46/ATT. du 28 août 1956 portant ouverture et annulation de crédits au Budget Local du Togo — Exercice 1956.

L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE DU TOGO,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 998/F. du 8 décembre 1955 rendant exécutoire la délibération n° 31/ATT. du 15 novembre 1955 arrêtant le budget local du Togo pour l'exercice 1956;

Vu le rapport n° 94/F. du 21 août 1956 de M. Commissaire de la République au Togo;

Vu l'avis du conseil de Gouvernement du 16 août 1956;

A adopté dans sa séance du 28 août 1956 les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Sont créés au Budget Local du Togo; Exercice 1956, les articles et rubriques suivants :

EN RECETTES.

Budget de fonctionnement

Au chapitre 4 — « Taxes diverses et taxes pour services rendus » un article 3 nouveau « Recettes des Exercices antérieurs ».

Budget d'équipement

Titre II — **Section II** — **Chapitre II** — « Emprunts ou avances » un article 4 nouveau « Emprunt auprès de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer pour l'achat de chambres pour étudiants dans les cités universitaires de la Métropole »

EN DÉPENSES.

Budget de fonctionnement

Chapitre 26 — « Dépenses Communes de matériel » un article 12 nouveau « Dépenses des exercices clos ».

Chapitre 29 — « Entretien et réparation des bâtiments » un article 6 nouveau « Dépenses des exercices clos ».

Chapitre 31 — « Contribution aux dépenses de fonctionnement de l'Etat, des Collectivités et Etablissements publics » un article 11 nouveau « Dépenses des exercices clos ».

Chapitre 34 — « Reversement à des Collectivités et Etablissements publics » un article 9 nouveau « Dépenses des exercices clos ».

Chapitre 38 — « Subventions de fonctionnement à des Organismes, Associations ou œuvres privées » un article 4 nouveau « Dépenses des exercices clos ».

Chapitre 40 — « Bourses d'études et d'entretien » un article 3 nouveau « Dépenses des exercices clos ».

Chapitre 41 — « Secours » un article 2 nouveau « Dépenses des exercices clos ».

Budget d'équipement

TITRE II.

Dépenses de travaux d'équipement

Section II — « Travaux d'infrastructure » une rubrique nouvelle « Aménagement et équipement du siège de l'Assemblée Territoriale »

Section III — « Travaux de construction », deux rubriques nouvelles intitulées :

« Achat de chambres d'Etudiants dans les Universités de la Métropole »

« Dépenses des exercices clos »

TITRE IV.

Contributions, Subventions

Section VII — « Contributions, Subventions » une rubrique nouvelle « c) Dépenses des exercices clos ».

ART. 2. — Sont prises en recettes au Budget Local du Togo, Exercice 1956, les sommes ci-après :

Budget de fonctionnement

CHAPITRE I.

Impôts directs

Art. 1 — Impôts forfaitaires.

Paragr. 2 — Recettes des exercices antérieurs 1.500.000

Art. 2 — Impôts proportionnels et progressifs s/Revenu

Paragr. 6 — Recettes des exercices antérieurs 12.000.000

Art. 4 — Impôts fonciers.

Paragr. 3 — Recettes des exercices antérieurs 2.000.000

Art. 5 — Patentes et licences.

Paragr. 3 — Recettes des exercices antérieurs 2.000.000

CHAPITRE IV

Taxes diverses et taxes pour services rendus

Art. 3. — Recettes des exercices antérieurs 580.000

CHAPITRE V

Revenu du domaine

Art. 6. — Recettes des exercices antérieurs 100.000

CHAPITRE VII

Recettes des exploitations industrielles

Art. 3. — Recettes des exercices antérieurs 56.000

CHAPITRE VIII

Recettes diverses des autres services

Art. 4. — Recettes des exercices antérieurs 92.000

CHAPITRE IX

Produits divers et accidentels

Art. 5. — Recettes des exercices antérieurs 1.000.000

Total des recettes — Budget de fonctionnement 19.328.000

Budget d'équipement

TITRE II

SECTION II

CHAPITRE II

Emprunts ou avances

Art. 4. — « Emprunt à la caisse centrale de la F.O.M. pour achat de chambres d'étudiants dans les Universités de la Métropole » 5.625.000

Total des recettes nouvelles inscrites au B.L. 21.953.000

Art. 3. — Sont annulés au Budget Local du Togo, Exercice 1956, les crédits ci-après :

A — Budget de fonctionnement

CHAPITRE IV

Représentation Parlementaire et Assemblée Territoriale

Art. 1. — Assemblée Territoriale

Paragr. 1. — Dépenses de matériel 531.000

CHAPITRE VIII

*Services judiciaires*Art. 2. — Tribunal de 1^{re} Instance

de Lomé 130.000

CHAPITRE XVI

Services économiques

Art. 8. — Services des Mines 27.000

CHAPITRE XXX

Routes, ponts, aérodrome

Art. 1. — Routes interterritoriales 550.000

Total des annulations au Budget de fonctionnement 1.241.000

B — Budget d'équipement

TITRE II

SECTION II

Travaux d'infrastructure« Hôtel du Conseil de Gouvernement (1^{re} tranche) 2.100.000

« Construction de logements pour fonctionnaires » 5.146.000

Total des annulations au Budget Equipement 7.246.000

Total des annulations au Budget Local 8.487.000

Art. 4. — Sont ouverts au budget local, exercice 1956, les crédits supplémentaires ci-après :

A — Budget de fonctionnement

CHAPITRE I

Service des emprunts et autres dettes contractuelles.

Art. 6. — Dépenses des exercices clos. 31.000

CHAPITRE III

Représentation Parlementaire et Assemblée Territoriale

Art. 3. — Dépenses des exercices clos. 5.000

CHAPITRE IV

Représentation Parlementaire et Assemblée Territoriale

Art. 3. — Dépenses des exercices clos. 40.800

CHAPITRE V

*Gouvernement, Contrôles généraux
et Services d'Administration Générale*

Art. 14. — Dépenses des exercices clos. 45.000

CHAPITRE VI

*Gouvernement, Contrôles généraux
et Services d'Administration Générale*

Art. 14. — Dépenses des exercices clos. 308.000

CHAPITRE VII

Services Judiciaires

Art. 8. — Dépenses des exercices clos. 170.000

CHAPITRE VIII

Services Judiciaires

Art. 8. — Dépenses des exercices clos. 114.000

CHAPITRE IX

Services de Sécurité

Art. 6. — Dépenses des exercices clos. 100.000

CHAPITRE X

Services de Sécurité

Art. 6. — Dépenses des exercices clos. 118.000

CHAPITRE XI

Services Financiers

Art. 7. — Dépenses des exercices clos. 100.000

CHAPITRE XII

Services Financiers

Art. 6. — Dépenses des exercices clos. 15.000

CHAPITRE XIII

Services Scientifiques Généraux

Art. 2. — Dépenses des exercices clos. 11.600

CHAPITRE XIV

Services Scientifiques Généraux

Art. 2. — Dépenses des exercices clos. 23.500

CHAPITRE XV

Services Economiques

Art. 8. — Service des Mines

Parag. 2. — Personnel journalier . . . 27.000

Art. 10. — Dépenses des exercices clos. 100.000

CHAPITRE XVI

Services Economiques

Art. 10. — Dépenses des exercices clos. 437.000

CHAPITRE XVII

Services de Travaux et d'infrastructure

Art. 7. — Dépenses des exercices clos. 50.000

CHAPITRE XVIII

Services de Travaux et d'infrastructure.

Art. 7. — Dépenses des exercices clos. 1.191.000

CHAPITRE XIX

Services sociaux.

Art. 17. — Dépenses des exercices clos. . .

Parag. 1. — Enseignement 6.000.000

Parag. 2. — Santé 1.000.000

CHAPITRE XX

Services sociaux.

Art. 17. — Dépenses des exercices clos. 1.795.000

CHAPITRE XXI

Service des Postes et Télécommunications.

Art. 2. — Dépenses des exercices clos. 100.000

CHAPITRE XXII

Service des Postes et Télécommunications.

Art. 2. — Dépenses des exercices clos. 381.000

CHAPITRE XXIII

Exploitations et Etablissement Industriels.

Art. 3. — Dépenses des exercices clos. 10.000

CHAPITRE XXIV

Exploitations et Etablissement Industriels.

Art. 3. — Dépenses des exercices clos. 144.000

CHAPITRE XXV

Dépenses communes de personnel.

Art. 6. — Dépenses des exercices clos. 1.169.000

CHAPITRE XXVI

Dépenses communes de matériels.

Art. 8. — Achat de mobilier pour logement 130.000

Art. 9 — Achat de véhicules 1.084.000

Art. 12. — Dépenses des exercices clos. 3.000.000

CHAPITRE XXVII

Dépenses diverses.

Art. 13. — Dépenses des exercices clos. . 185.000

CHAPITRE XXIX

Entretien et réparation des bâtiments

Art. 6. — Dépenses des exercices clos. 893.000

CHAPITRE XXX

Routes, ponts, aérodrome

Art. 5. — Dépenses des exercices clos. 1.145.000

CHAPITRE XXXIV

Reversement à des coll. et éta. publics.

Art. 9. — Dépenses des exercices clos. 235.000

CHAPITRE XXXVIII

Subventions de fonction. à des organismes

Art. 4. — Dépenses des exercices clos. . 51.200

CHAPITRE XXXX

Bourses d'études et d'entretien.

Art. 3. — Dépenses des exercices clos. 354.000

CHAPITRE XXXXI

Secours.

Art. 2. — Dépenses des exercices clos. 5.900

Total des crédits ouverts au Budget de fonctionnement 20.569.000

B. Budget d'équipement

TITRE II

Section II

Travaux d'infrastructure.

« Aménagement et équipement du siège de P.A.T.T. » 2.100.000

Section III

Travaux de construction

« Achat de chambres pour étudiants dans les Universités de la Métropole » . 5.625.000

« Dépenses des exercices clos » 2.808.000

TITRE IV

Section VII

Contributions, subventions

« Dépenses des exercices clos » . . . 2.338.000

Total crédits ouverts au Budget équipement 12.871.000

Total des crédits ouverts au Budget local 33.440.000

ART. 5. — Les crédits supplémentaires ouverts à l'article 4 ci-dessus seront gagés à concurrence :

de 8.487.000 francs par des annulations aux chapitres 4, 8, 16, 30 du Budget de fonctionnement et à la Section II du Budget d'équipement,

de 24.953.000 francs par des recettes aux chapitres 1, 4, 5, 7, 8 du Budget de fonctionnement et à la Section II, Chapitre II du Budget d'équipement.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 28 août 1956.

Le Vice-Président de l'A.T.T.

B. PALANGA.

Le Secrétaire,

L. LAWSON.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Nomination

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 25 août 1956, M. Perier de Feral (Guy), conseiller d'Etat, est nommé délégué général au referendum du Togo.

Classement

Par arrêté en date du 26 juillet 1956 du Ministre de la France d'outre-mer :

Les fonctionnaires du cadre métropolitain des Postes, Télégraphes et Téléphones dont les noms suivent, détachés auprès du Ministère de la France d'outre-mer, ont été classés dans le cadre général des Postes et Télécommunications de la France d'outre-mer dans les conditions ci-après :

Pour compter du 16 février 1956

Branche des centraux

A la 1^{re} classe du grade d'inspecteur-adjoint :

M. Rochette Marius, ancienneté civile conservée : 3 ans 10 mois 10 jours.

Promotions

Par arrêté du 2 août 1956, les fonctionnaires du cadre général des travaux météorologiques de la France d'outre-mer dont les noms suivent, ont été promus, pour compter des dates indiquées ci-après, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté :

A la 1^{re} classe du grade d'ingénieur-adjoint

(Pour compter du 1^{er} janvier 1956)

Boisson (Max)

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 7 août 1956 :

Les fonctionnaires du cadre général des postes et télécommunications de la France d'outre-mer dont les noms suivent, sont promus pour compter des dates indiquées ci-après, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté au titre du premier semestre de l'année 1956.

1. — PERSONNEL SUPÉRIEUR.

a) Branche administrative

Au grade d'inspecteur principal :

b) de 2^e classe :

pour compter du 2 juin 1956 :

M. Derenty Gérard.

c) *Branche de l'exploitation postale.*

Au grade d'inspecteur de 2^e classe :

pour compter du 21 mai 1956 :

M. Arnoux Jacques.

d) *Branche radioélectrique*

*A la 1^{re} classe du grade d'inspecteur
des installations radioélectriques :*

pour compter du 25 février 1956 :

M. Pelissier Jean; RSM. épuisés.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Incorporation

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N° 750-56/CP du :

29 août 1956. — M^{me} Spira née Cormon Junine; Institutrice de 5^e classe du cadre métropolitain désignée pour servir au Togo, est détachée dans le cadre local supérieur de l'Enseignement du Premier Degré du Togo en qualité d'Institutrice de 5^e classe.

M^{me} Spira est affectée à l'Ecole de la Marina.

Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} octobre 1956.

Nominations

N° 1563/D/CP du :

16 août 1956. — M. Duparc Emile, Ingénieur adjoint de 2^e classe des Travaux Météorologiques de la France d'Outre-Mer, arrivé à Lomé le 1^{er} août 1956 par S/S Brazza, est affecté à la Station Météorologique principale de l'Aérodrome de Lomé en qualité d'adjoint au Chef de la Station.

La présente décision prendra effet pour compter du 2 août 1956.

N° 1598/D/CP du :

23 août 1956. — M. Tailleur Jacques, Administrateur-adjoint, 1^{er} échelon de la France d'Outre-Mer, nouvellement désigné pour servir au Togo; et arrivé à Lomé, par avion T.A.I. du 18 août 1956, est nommé Chef de la Subdivision Administrative de Niamtougou (Cercle de Lama-Kara), en remplacement de M. Cadier Robert, Chef de Bureau d'Administration Générale d'Outre-Mer, titulaire d'un congé administratif.

M. Labrize Roger, Ingénieur de 1^{re} classe des Travaux Publics de la France d'Outre-Mer, nouvellement désigné pour servir au Togo et attendu à Lomé par le paquebot « Banfora » le 25 août 1956, est mis à la disposition du Chef du Service des Travaux Publics à Lomé.

M. Venault Louis Laurent, Chef de District de 1^{re} classe, Echelle 7; échelon 3, du cadre supérieur des Chemins de fer du Togo, de retour de congé; et attendu à Lomé par le paquebot « Banfora » le 25 août 1956, est remis à la disposition du Directeur du Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo.

N° 1615/D/IA du :

23 août 1956. — Est et demeure rapportée la décision n° 1686/D/IA. du 21 novembre 1955 portant nomination.

M. André David, Inspecteur d'Académie de 4^e classe stagiaire du cadre général de l'Enseignement et de la Jeunesse de la France d'Outre-Mer, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo à compter du 1^{er} octobre 1955.

M. David est nommé Inspecteur d'Académie du Togo pour compter du 6 novembre 1955, date de son arrivée au Territoire.

N° 1637 bis/D/CP du :

27 août 1956. — M. Haon Jean, Ingénieur Adjoint de 4^e classe stagiaire des T.P. de la F.O.M., mis à la disposition du Chef du Service des T.P. par décision n° 1251/CP du 4 juillet 1956, est nommé Chef de la Subdivision des Travaux Publics de Mango-Dapango, avec résidence à Mango; en remplacement de M. Malecamp; intérimaire.

M. Haon est chargé :

1° — de constater :

- a) — les infractions à la police et à la conservation du domaine public;
- b) — les infractions à la réglementation des carrières et des conditions d'exploitation;
- c) — les infractions en matière de production industrielle;
- d) — les infractions à la réglementation routière sur la protection et l'usage des voies publiques et les transports automobiles au Togo;

2° — d'inspecter les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes;

3° — de faire passer l'examen en vue de la délivrance de certificat de capacité pour la conduite des véhicules automobiles aux postulants résidant dans les Cercles du Nord et assurer la réception des véhicules automobiles.

M. Haon devra, préalablement à l'accomplissement des fonctions prévues à l'article précédent, prêter serment.

N° 721-56/CP du :

16 août 1956. — M. Kuwonou Eben-Ezer, agent journalier permanent 3^e catégorie, Echelle A du Service des Postes et Télécommunications, qui a subi avec succès les épreuves du concours direct ouvert par arrêté n° 276/CP. du 27 mars 1956, qui a lieu à Lomé le 4 juin 1956; est admis, pour compter du 1^{er} septembre 1956; dans le cadre local des Transmissions du Togo, en qualité de Commis stagiaire, en remplacement numérique de M. Ogané Emilie, agent d'exploitation du cadre supérieur des Postes et Télécommunications du Togo, décédé.

M. Kuwonou Eben-Ezer est mis à la disposition du Chef du Service des Postes et Télécommunications du Togo à Lomé, pour servir au bureau des Postes d'Anfoin.

Promotion

N° 1581/D/CP du :

18 août 1956. — Les agents permanents ci-après en service au Wharf, sont promus à l'échelle C conformément aux dispositions de l'arrêté n° 1029-55/CFT. du 26 décembre 1955 portant modification de la Convention Collective Ferroviaire.

N° Matricule	NOMS ET PRENOMS	EMPLOI	Date d'embauche	Echelle et échelon actuels	Echelle et échelon acquis	Nouveau salaire horaire
11.127	<i>Pour compter du 1^{er} juillet 1954</i> Kouassi Vonon	Docker	5-6-51	B — 3	C — 3	29,20
11.075	<i>Pour compter du 1^{er} août 1956</i> Koffi Azouma	Docker	1-8-51	B — 3	C — 3	29,20
11.111	<i>Pour compter du 1^{er} septembre 1956</i> Vessigbé Aziangain	Docker	2-8-51	B — 3	C — 3	29,20

Reclassement

N° 747-56/CP du :

29 août 1956. — Les agents du cadre secondaire

européen, ci-après désignés, sont reclassés dans le cadre supérieur comme suit :

	ANCIENNETE ECHELLE	ANCIENNETE EÇHELON
<i>Pour compter du 1^{er} janvier 1951</i> M. Duran Jacques, Contremaître de 2 ^e classe Echelle 6 — échelon I.	Néant	Néant
<i>Pour compter du 1^{er} janvier 1956</i> M. Duran Jacques, Contremaître de 1 ^{re} classe Echelle 7 échelon II au point de vue de l'ancienneté et du 1 ^{er} mai 1956 au point de vue de la solde.	Néant	Néant

Passages à l'échelon supérieur

N° 1575/D/CP du :

18 août 1956. — Est constaté, pour compter du 1^{er} Septembre 1956, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de M. Amouzou John, Com-

mis de 2^e classe, 3^e échelon du cadre supérieur des Services Administratifs, Financiers et Comptables, qui passe Commis de 2^e classe; 4^e échelon.

N° 1576/D/CP du :

18 août 1956. — Sont constatés pour compter du 1^{er} octobre 1956, parmi le personnel du cadre supérieur des Services Administratifs, Financiers et Comptables du Togo, les passages automatiques aux échelons supérieurs de solde de :

MM. Pascal Emile, Commis principal 2^e échelon, qui passe Commis principal, 3^e échelon

Kao Kézié Augustin, Commis de 2^e classe, 3^e échelon, qui passe Commis de 2^e classe, 4^e échelon.

Apetoh Ankou Raymond, Commis de 2^e classe, 3^e échelon, qui passe Commis de 2^e classe, 4^e échelon.

N° 1578/D/CP du :

18 août 1956. — La décision n° 1260/CP du 6 juillet 1956, constatant passage automatique à l'échelon supérieur de solde de M. Sitti Joël Zounda, Commis principal, 3^e échelon; du cadre supérieur des Services Administratifs, Financiers, et Comptables de l'A.O.F., est et demeure rapportée.

Franchissement d'échelon

N° 1639/D/CP du :

28 août 1956. — Est constaté pour compter des dates ci-après le franchissement automatique d'échelon des agents du cadre supérieur des chemins de fer (Maîtrise) dont les noms suivent :

ANCIENNETE

ECHELLE	ECHELON
5 mois	20 mois éch. 2 + 4 m. bonification 1954 Echelon 3 néant.
8 mois	20 mois éch. 7 + 4 m. bonification 1955 Echelon 8 néant.
17 mois	21 mois éch. 2 + 3 m. bonification 1954 Echelon 3 néant.

Pour compter du 1^{er} août 1956

MM. Boileau André, Chef de gare de 1^{re} classe
Echelle 8 échelon 3

Pour compter du 1^{er} septembre 1956

Ganfou Symphorien, Sous chef de Bureau
Principal Echelle 9 échelon 8.

Claveranne Pierre, Contremaître de 1^{re} classe
Echelle 7 échelon 3

Disponibilité

N° 1638/D/CP du :

28 août 1956. — M. Destrade Claude, Conducteur de 2^e classe, 1^{er} échelon; du cadre supérieur de l'Agriculture et du Conditionnement du Togo, est placé sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une période d'un an, à compter du 1^{er} septembre 1956.

Absence irrégulière

N° 1662/D/CP du :

30 août 1956. — Est constatée, pour compter du 14 août 1956 l'absence de son poste du moniteur adjoint 3^e échelon de l'Enseignement Primaire Anidji Mathias, condamné par jugement de même date à trois mois d'emprisonnement pour outrage public à la pudeur.

Reprise de service

N° 1661/D/CP du :

30 août 1956. — Est constatée, pour compter du 1^{er} septembre 1956, la reprise de service de M. Issa Mamah; infirmier adjoint, 2^e échelon, dont l'absence irrégulière a été constatée par la décision n° 937/CP du 18 mai 1956.

M. Issa est remis à la disposition du Directeur de la Santé Publique.

Sanction disciplinaire

N° 1573/D/CP du :

18 août 1956. — La peine d'avertissement est infligée aux fonctionnaires ci-dessous désignés pour déclarations mensongères faites à l'Etat-civil :

MM. Afuloo Apélété Hilaire, Commis d'Administration adjoint de 4^e classe en service à Lomé;
Kangni Julien, moniteur adjoint 2^e échelon; de l'Enseignement en service à Sokodé;

Maglo Gabriel, ouvrier de 5^e classe des Travaux Publics, en service à Atakpamé;
 Nyawouamé André, moniteur adjoint, 1^{er} échelon, de l'Enseignement en service à Atakpamé.

Retraite

N° 736-56/CP du :

23 août 1956. — Est et demeure rapporté, l'arrêté n° 568/CP du 22 juin 1956, portant admission à la retraite de M. Agboton Barthélémy, chef d'équipe des chemins de fer et du wharf du Togo.

M. Agboton Barthélémy, chef d'équipe de 2^e classe du cadre local des chemins de fer et du wharf du Togo, est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour invalidité non imputable au service, pour compter du 16 novembre 1956.

Police

N° 1679/D/CP du :

30 août 1956. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} octobre 1956, la démission de son emploi offerte par M. Ayivi Ayitey Joseph, agent de police stagiaire, en service à Lomé.

M. Ayivi en service depuis le 1^{er} juin 1955 et n'ayant bénéficié d'aucun congé, percevra la solde correspondant à un mois de congé.

DIVERS

Commandement autochtone

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N° 728-56/AP du :

21 août 1956. — Est reconnue la désignation faite conformément aux règles coutumières de M. Sawwogou Kombaté, comme chef du canton de Tamongue, Cercle de Dapango, en remplacement du précédent, décedé.

Commissions de jugement

N° 724-56/AP du :

18 août 1956. — M. Darnois Marc, Conservateur des Domaines et de la Propriété Foncière, est désigné comme Président de la Commission de jugement instituée en application de l'article 12 de la loi du 18 novembre 1955.

N° 737-56/AP du :

23 août 1956. — M. Bert Marcel, Administrateur-Adjoint de la France d'Outre-Mer, Adjoint au Commandant de Cercle d'Anécho, est désigné comme prési-

dent de la Commission de jugement instituée en application de l'article 12 de la loi du 18 novembre 1955.

Délégation de signature

N° 1632/D/F du :

25 août 1956. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eniry, Olivier, Ordonnateur-délégué, M. Signat Marcel, Rédacteur de 2^e classe d'Agom, Chef de la Section Solde à la Direction des Finances, est habilité à signer, au nom et sous la responsabilité du Commissaire de la République, Ordonnateur, tous les titres de paiement relevant du Service de la Solde (traitements et accessoires des fonctionnaires, rémunérations des contractuels, salaires des agents journaliers, prestations et allocations familiales, retenues de logements et d'ameublement, retenues d'hôpital, de sécurité sociale et de mutuelle familiale) et à viser les pièces annexées aux dits mandats. M. Signat signera en outre les bordereaux d'émission relatifs aux titres de paiement susvisés.

M. Stromboni est habilité, dans les mêmes conditions à signer, au nom et sous la responsabilité du Commissaire de la République, Ordonnateur, les ordres de recettes émis à l'occasion du mandatement de la solde, contre certains fonctionnaires ou agents.

La présente décision aura effet pour compter du jour de sa signature.

Domaines

N° 727-56/AP/Dom. du :

18 août 1956. — Est autorisée la vente par M. Augustino de Souza, propriétaire à Lomé, à la Société BP (West Africa) LTD. S.A.R.L., d'un terrain urbain non bâti, d'une superficie de 4 ares, 68 cas. sis à Lomé, appartenant en propre à M. Augustino de Souza pour avoir été immatriculé à son nom sous le n° 577 du Livre foncier du territoire du Togo.

N° 735-56/Dom. du :

21 août 1956. — Est attribué à titre provisoire, à la société Minière du Benin, aux clauses et conditions du cahier des Charges ci-annexé, un terrain rural non bâti faisant partie du domaine privé du Territoire, d'une superficie de cinquante-neuf hectares vingt-sept ares soixante cinq centiares (59 ha., 27 ares, 65 cas) sis à Kpémé (Cercle d'Anécho) à distraire du titre foncier n° 44 du territoire du Togo.

Tel au surplus qu'il figure au plan joint au cahier des charges et ce moyennant le prix de cinq millions de francs.

N° 765-56/Dom. du :

30 août 1956. — Est autorisée la vente à M. Khein Michel, d'un terrain urbain non bâti de 15 ares 37 cas de surface à distraire d'une plus grande étendue, faisant l'objet du titre foncier n° 31 du cercle de Lomé appartenant à M. Mensah de Souza pour

avoir été immatriculé à son nom au Livre foncier du Territoire du Togo.

Elevage

Par arrêté du Haut Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 11 août 1956,

Sont déclarés admis à l'examen de sortie de l'Ecole des Assistants d'Elevage de l'A.O.F., les infirmiers vétérinaires des cadres locaux provenant du concours professionnel des 23 et 24 août 1954 dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

MM.
Soumoko Mourey (Togo) — Mention Assez bien

Interdiction de séjour

N° 742-56/SG du :

25 août 1956. — Le séjour dans le Territoire du Togo est interdit :

1°. — Pendant une durée de dix ans pour compter du 27 août 1956, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé **Kakpoué Déghédji** détenu à la prison civile de Lama-Kara, né vers 1915 à Bopa, cercle d'Athiémé (Dahomey), fils de **Kakpoué** et de **Kouébahuni**, blanchisseur et pêcheur demeurant à Lama-Kara (Togo), condamné pour vol à cinq ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour par l'arrêt de la Cour d'Appel d'Abidjan (F.D. 11.123/33.222).

2°. — Pendant une durée de dix ans pour compter du 8 Septembre 1956, date d'expiration de sa peine de prison au nommé **Assoumanou Amadou**, détenu à la prison civile de Lama-Kara (Cercle dudit) né vers 1926 à Codoba (Nigeria) y demeurant, fils de feu **Amadou** et de **Mahina**, revendeur, condamné pour vol à deux ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour par la Justice de Paix à Compétence Etendue de Sokodé (F.D. 11.111/22.232).

3°. — Pendant une durée de dix ans pour compter du 16 octobre 1956, date d'expiration de sa peine de prison au nommé **Oumarou Bio Yaro**, détenu à la prison civile de Lomé (Cercle dudit), né vers 1916 à Brini (Subdivision de Djougou, Cercle de Natitingou, (Dahomey) fils de **Oumarou** et de **Memouna boucher**, sans domicile fixe, condamné pour vagabondage à cinq ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour par le Tribunal Correctionnel de Lomé (F.D. 11.151/22.222).

4°. — Pendant une durée de cinq ans pour compter du 16 octobre 1956, date d'expiration de sa peine de prison au nommé **Tsévi Lotoé Koffi**, détenu à la prison civile de Lomé, cercle dudit, né vers 1926 à Awassou (Togo Britannique) y demeurant, fils de feu **Komlan Tsévi** et de **Wognimeo**, fabricant de cannes, condamné pour détention d'arme de traite sans autorisation administrative et vagabondage à trois mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour

par le Tribunal Correctionnel de Lomé (F.D. 11.111/22.222 — 19-11-15).

5°. — Pendant une durée de cinq ans pour compter du 2 septembre 1956, date d'expiration de sa peine de prison au nommé **Bouraima Boukari** dit **Ibrahima**, détenu à la prison civile de Sokodé (Cercle dudit) né vers 1927 à Saméré, Cercle de Djougou (Dahomey), fils de **Boukari** et de **Zinabou**, demeurant à Sokodé, condamné pour vol à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par le Tribunal Correctionnel de Sokodé (F.D. 15.515/52.222).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

Justice

N° 1588/D.AP du :

21 août 1956. — **M. Pellefigue Pierre**, Rédacteur d'A.O.M., adjoint au commandant de cercle de Tsévié, est nommé Président du Tribunal de premier degré de Tsévié, en remplacement de **M. Aithnard**, Commis Ppal de classe exceptionnelle des S.A.F.C., appelé à d'autres fonctions.

N° 1676/D/AP du :

30 août 1956. — **M. Tailleur Jacques**, Administrateur-adjoint de la France d'Outre-Mer, Chef de la Subdivision Administrative de Niamtougou (Cercle de Lama-Kara), est nommé président du Tribunal de premier degré de Niamtougou, en remplacement de **M. Cadier Robert**, Chef de Bureau de l'A.G.O.M.

Libération conditionnelle

N° 741 bis-56/SG du :

25 août 1956. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordée aux nommés :

1°. — **Kounkomougou Gnagambigou**, détenu à la prison de Dapango (Cercle dudit), né vers 1910 à Mir (canton de Nano — Cercle de Dapango), y demeurant, cultivateur, fils des feus **Gnagambigou** et **Koatibe**, condamné pour usurpation de fonction et pratique de charlatanisme à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement de la Justice de Paix à Compétence Etendue de Sokodé.

2°. — **Gana Antontchou**, détenu à la prison d'Anécho (Cercle dudit) né vers 1910 à Ahépé-Apédomé, demeurant à Tabligbo (Cercle d'Anécho), cultivateur, fils des feus **Gana** et **Touvé**, condamné pour vol à un an de prison, 10.000 francs d'amende, 20.000 francs de D.I. et 4.086 francs de frais par le Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Sont astreints à la résidence obligatoire jusqu'à l'expiration de leurs peines de prison auxquelles ils avaient été condamnés, les détenus Koukomougou Gnagambigou dans le cercle de Dapango, Gana Anloulchou dans le Cercle d'Anécho.

Les intéressés ne pourront quitter leur résidence obligatoire que sur autorisation spéciale de leur commandant de Cercle.

Pensions

N° 730-56/F du :

21 août 1956. — Sont accordées à la veuve et aux orphelins ci-après dénommés les allocations suivantes :

Allocation de veuve :

1° — Au taux annuel de : Seize mille huit cents francs (16.800 frs) pour compter du 6 février 1956 à Mme Tonabou Adjagbolou née vers 1906 à Bè (Cercle de Lomé) veuve de l'ex-ouvrier de 2^e classe des CFT Honkou Eusébius, décédé à Lomé le 5 février 1956 et titulaire de l'allocation de retraite n° 198.

Allocation d'orphelins

2° — Au taux annuel de : Trois mille trois cent cent soixante francs (3.360 frs) pour compter du 6 février 1956 à chacun des orphelins ci-après :

1°) Kodjo Honkou, né le 1^{er} juillet 1910 de Honkou Eusébius et de Tonabou Adjagbolou.

2°) Messanyi Honkou, né le 25 avril 1943 de Honkou Eusébius et de Tonabou Adjagbolou.

Les allocations d'orphelins susvisées seront payées entre les mains du sieur Honkou Kossivi Akan, tuteur légalement désigné suivant certificat d'hérédité en date du 23 avril 1956 établi par devant l'Administrateur-Maire de Lomé.

La dépense résultant du paiement de ces allocations est imputable au Budget local.

N° 748-56/F du :

29 août 1956. — Une pension proportionnelle aux taux annuel de :

31.320 francs CFA. pour compter du 1^{er} janvier 1956.

36.660 francs CFA. pour compter du 1^{er} avril 1956 est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à l'ex-Ouvrier de 1^{re} classe du cadre local des chemins de fer Kouami Koffi (indice 345, pourcentage 26%).

Par application de l'arrêté n° 692/F du 2 août 1956 il est accordé à l'intéressé sur les fonds de la même caisse locale de retraites une indemnité temporaire calculée au taux de 40% sur le montant de la pension principale et s'élevant à :

13.728 francs CFA. pour compter du 1^{er} janvier 1956.

14.660 francs CFA. pour compter du 1^{er} avril 1956

Conformément aux dispositions de l'article 13 paragraphe II-b) du décret du 29 mars 1954, le pourcentage du minimum vital est fixé à 52%.

Le montant annuel du minimum garanti prévu à l'article 1^{er} du décret du 30 mars 1955 est de :

23.660 francs CFA. pour compter du 1^{er} janvier 1956

26.416 francs CFA. pour compter du 1^{er} avril 1956

N° 764-56/F du :

30 août 1956. — L'arrêté n° 717-56/F du 14 août 1956 portant concession d'une pension d'ancienneté à l'ex-infirmier en chef de 3^e classe Mensah Godfroid est complété comme suit :

Par application des dispositions de l'arrêté n° 692/F du 2 août 1956, il est accordé à l'intéressé une indemnité temporaire calculée sur la pension principale au taux de 40%.

Le montant annuel de cette indemnité temporaire est de :

32.240 francs CFA. pour compter du 1^{er} avril 1955

33.440 francs CFA. pour compter du 1^{er} octobre 1955.

35.776 francs CFA. pour compter du 1^{er} avril 1956.

Restes mortels

N° 719-56/SG du :

14 août 1956. — Sont autorisés le débarquement et l'inhumation à Lomé, des restes mortels de M^{me} Gagli Manquinho, épouse de M. Gagli, Médecin Africain en service à Dakar, décédée à Dakar le 15 juin 1956.

Rôles

N° 726-56/CD. du :

18 août 1956. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles Exercice 1956 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>Budget de Circonscription</i>				
256	C.M. Lomé	Taxe de circonscription	39.000,—	39.000,—
257	C.M. Tsévié	Taxe de circonscription	1.500,—	1.500,—
258	Cerc. Tsévié	Taxe de circonscription	443.440,—	
259	—	Taxe de circonscription	71.760,—	515.200,—
260	Sub. Yabligbo	Taxe de circonscription	47.600,—	47.600,—
261	C.M. Palimé	Taxe de circonscription	9.200,—	
262	—	Taxe de circonscription	202.000,—	211.200,—
263	Cerc. Klouto	Taxe de circonscription	355.000,—	355.000,—
264	C.M. Atakpamé	Taxe de circonscription	7.900,—	7.900,—
265	C.M. Sokodé	Taxe de circonscription	1.500,—	1.500,—
266	Cerc. Sokodé	Taxe de circonscription	3.000,—	3.000,—
267	Sub. Kandé	Taxe de circonscription	17.400,—	17.400,—
268	Cerc. Mango	Taxe de circonscription	91.200,—	
269	—	Taxe de circonscription	61.800,—	153.000,—
<i>Budget Communal</i>				
256	C.M. Lomé	Centimes additionnels	7.800,—	7.800,—
257	C.M. Tsévié	Centimes additionnels	150,—	150,—
261	C.M. Palimé	Centimes additionnels	1.840,—	
262	—	Centimes additionnels	40.400,—	42.240,—
264	C.M. Atakpamé	Centimes additionnels	1.580,—	1.580,—
265	C.M. Sokodé	Centimes additionnels	150,—	150,—
270	C.M. Lomé	Taxe sur valeur locative 1.718.701		
		Centimes additionnels 343.709		
		Ordures ménagères 976.931	3.039.341,—	
271	—	Taxe sur valeur locative 999.118		
		Centimes additionnels 199.792		
		Ordures ménagères 592.011	1.790.921,—	
272	—	Taxe sur valeur locative 672.149		
		Centimes additionnels 134.411		
		Ordures ménagères 463.855	1.270.415,—	6.100.677,—
Total				7.504.897,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : sept millions cinq cent quatre mille huit cent quatre vingt dix sept francs est fixée au 25 août 1956.

N° 744-56/CD. du :

28 août 1956. — Sont approuvées et rendus exécutoires des rôles Exercice 1956 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>Budget Local</i>				
273	C.M. Lomé	Impôt général	247.000,—	
274	—	Impôt général	331.100,—	
275	—	Patente	8.000,—	586.100,—
276	C.M. Atakpamé	Impôt général	57.500,—	57.500,—
277	Sub. Niamtougou	Impôt général	18.500,—	18.500,—
à reporter				662.100,—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report		662.100,—
		<i>Budget de Circonscription</i>		
273	C.M. Lomé	Taxe de circonscription	8.450,—	
274	—	Taxe de circonscription	5.850,—	14.300,—
		<i>Budget Communal</i>		
273	—	Centimes additionnels sur T.C.	1.690,—	
274	—	Centimes additionnels sur T.C.	1.170,—	
275	—	Centimes additionnels sur patentes	2.000,—	4.860,—
		Total		681.260,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : six cent quatre-vingt-et-un mille deux cent soixante francs est fixée au 30 août 1956.

Santé

Par arrêté du Haut Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du 16 août 1956.

Sont admises à l'Ecole de Sages-Femmes Africaines par ordre de mérite, les Elèves Sages-Femmes Africaines dont les noms suivent :

N° CLASSEMENT ET NOTES	NOMS ET PRÉNOMS	TERRITOIRE D'ORIGINE
11 ^e 71	Gafah Marie	Togo
14 ^e 70,30	Aye Régine	Togo

Ces Elèves Sages-Femmes devront être rendues à Dakar le 1^{er} novembre 1956.

Tombola

N° 738-56/SG du :

23 août 1956. — L'article 4 de l'arrêté n° 822-55/SG du 11 octobre 1955 est modifié comme suit :

La liste des lots avec indication de leur valeur devra être remise préalablement à la mise en vente des billets, au Président de la Commission prévue à l'article ci-après :

L'article 5 de l'arrêté n° 822-55/SG du 11 octobre 1955 est modifié comme suit :

Le tirage de la tombola aura lieu le Dimanche 11 novembre 1956 sous le contrôle d'une Commission composée de :

MM. l'Administrateur-Maire de Lomé, représentant le Chef du Territoire *Président*
Le Trésorier-Payeur du Togo ou son représentant,
Richard, Agent de la G.B.O. représentant l'Association des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, } *Membres*

Le produit de la vente des billets devra être versé préalablement au tirage, à la Caisse du Comptable du Trésor.

TEXES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Situation administrative

Paris, le 6 août 1956

Note-Circulaire

Pour les Chefs de Bureau de la Direction du Personnel

OBJET : Majorations au titre de la loi du 26 septembre 1951.

Vous avez reçu dernièrement un certain nombre d'extraits du registre des procès-verbaux de la Commission centrale instituée par l'article 3 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951. Les extraits transmis par la Commission correspondent à sa séance du 14 juin consacrée à l'examen des fonctionnaires et agents relevant de la France d'Outre-Mer (et éventuellement des Services des Etats Associés).

J'attire l'attention des destinataires de la présente note sur les termes formels de la loi du 3 avril 1955 qui stipule, en accordant un nouveau délai de trois mois aux fonctionnaires pour déposer leur demandes

de majorations, que la date d'application de ces majorations sera le 1^{er} janvier 1955. Vous voudrez bien tenir compte de ces dispositions dans les projets d'arrêtés soumis à la signature du Ministre.

L'application des majorations soit au 26 septembre 1951, soit au premier janvier 1955; dépendra de la date du dépôt de la demande suivant que ce dépôt sera antérieur ou postérieur au 3 avril 1955. En ce qui concerne les fonctionnaires et agents présents dans les territoires d'Outre-Mer, la date à prendre en considération est évidemment celle de la publication légale de la loi du 3 avril 1955 dans la localité où ils étaient en service.

Le directeur du Personnel

P. Le Layec

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Audiences de vacation

Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé

1^o.- vendredi 7 septembre 1956

2^o.- vendredi 28 septembre 1956

3^o.- vendredi 5 octobre 1956

4^o.- vendredi 26 octobre 1956

à huit heures pour les affaires civiles; commerciales, appels des jugements du tribunal de Travail, correctionnelles et de Simple Police.

5^o.- jeudi 27 septembre 1956 et 25 octobre 1956 pour les affaires du Tribunal Supérieur de droit Local.

I. — Justice de Paix à C. É. d'Aného

1^o.- jeudi 6 septembre — 20 septembre 1956

2^o.- jeudi 4 octobre et 18 octobre 1956 à partir

de huit heures du matin, pour les affaires civiles; commerciales, correctionnelles et de Simple Police.

II. — Justice de Paix à C. É. d'Atakpamé

1^o.- mardi 4 et 25 septembre 1956

2^o.- mardi 9 et 23 octobre 1956; pour les affaires correctionnelles; de simple police, civiles et commerciales.

III. — Justice de Paix à C. É. de Sokodé

1^o.- mardi 4 septembre 1956

2^o.- mardi 25 septembre 1956

3^o.- mardi 2 octobre 1956

4^o.- mardi 30 octobre 1956.

Concours

AVIS de concours pour l'emploi d'Administrateur des Services de l'Assemblée de l'Union Française.

Un concours sera ouvert le 17 décembre 1956 pour le recrutement de trois *Administrateurs* des Services de l'Assemblée de l'Union française.

Les candidats des deux sexes qui voudront prendre part à ce concours devront justifier de la nationalité française suivant les conditions prévues par l'ordonnance du 19 octobre 1945 — Article 5 — ou qu'ils sont citoyens de l'Union Française, et qu'ils sont âgés de 20 ans au moins au jour du concours et de moins de 30 ans au 1^{er} janvier 1957. Cette limite d'âge sera reculée; s'il y a lieu, d'une durée égale à celle du service militaire obligatoire ou de guerre effectivement accompli, ou du temps passé en captivité, internement politique ou déportation, ou au temps de service homologué dans la Résistance. Cette limite d'âge sera reculée également d'un an par enfant à charge suivant le décret du 21 juillet 1939 sur le Code de la Famille. Les citoyens français musulmans d'Algérie bénéficieront en outre d'un recul de cinq ans de la limite d'âge supérieure ainsi calculée.

Les candidats du sexe masculin devront justifier qu'ils se trouvent en position régulière au regard des lois sur le recrutement de l'armée.

En ce qui concerne les personnes n'appartenant pas aux Services de l'Assemblée, sont seuls admis à concourir les candidats titulaires d'un diplôme de licence ou d'un des diplômes ou certificats énumérés par l'arrêté du 3 février 1950 pris en application du décret n° 50-55 du 13 janvier 1950 (Journal officiel du 9 février 1950, page 1575).

Le registre des inscriptions est ouvert au Secrétariat Général de l'Assemblée de l'Union française, Hôtel de l'Assemblée de l'Union française, 21 rue La Boétie à Paris (8^e). Les inscriptions seront reçues jusqu'au 15 novembre 1956 à 18 heures; à cette date, le registre des inscriptions sera définitivement clos.

Toute demande d'inscription devra être accompagnée des pièces suivantes :

1^o. — Un **extrait** d'acte de naissance;

2^o. — Un **extrait** récent pour néant du casier judiciaire;

3^o. — Pour tout candidat du sexe masculin, une pièce émanant de l'autorité militaire, ou sa copie certifiée conforme, établissant qu'il a satisfait définitivement aux prescriptions de la loi de recrutement qui lui est applicable, en ce qui concerne le service actif en temps de paix;

4^o. — La copie certifiée conforme des titres universitaires exigés;

5^o. — S'il y a lieu, une pièce émanant de l'autorité militaire, ou sa copie conforme attestant les services militaires de guerre;

6^o. — Des attestations officielles (s'il y a lieu) du temps passé en captivité, internement politique ou déportation, ainsi que du temps de service homologué dans la Résistance;

7^o. — Une note manuscrite indiquant la situation de famille du candidat.

(Les attestations mentionnées au 3^o, 5^o et 6^o peuvent faire l'objet d'un document unique, tel qu'état signalétique et des services militaires).

Les épreuves du concours auront lieu dans les centres suivants :

Paris, Alger, Fort-de-France, Basse-Terre, Cayenne, Saint-Denis de la Réunion; Dakar, Yaoundé, Lomé, Brazzaville; Tanarive, Nouméa.

D'autres centres pourront, si nécessaire, être créés par décision des Questeurs, tant dans la métropole que dans les pays d'Outre-Mer de l'Union Française.

Les frais de déplacement et de séjour imposés aux candidats pour leur participation au concours sont entièrement à leur charge.

Les épreuves commenceront le 17 décembre 1956 et auront lieu aux dates et heures qui seront fixées ultérieurement et notifiées en temps opportun aux candidats.

Elles comporteront :

1) Une composition française sur un sujet d'ordre général. (Durée 4 heures).

2) Une composition sur le droit des pays d'outre-mer (Etats associés d'outre-mer; Algérie et départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer, territoires associés d'outre-mer). (Durée 4 heures).

3) Une composition portant sur le droit public français (droit constitutionnel; droit administratif). (Durée 4 heures).

4) Une composition portant sur la géographie de l'Union française. (Durée 3 heures).

Le choix des sujets des épreuves sera fait par un Jury composé du Secrétaire Général de l'Assemblée, Président, de deux professeurs agrégés ou chargés de cours de la Faculté de Droit, d'un professeur agrégé de lettres et d'un professeur agrégé de géographie, désignés par le Recteur de l'Académie de Paris.

Un seul sujet est choisi pour chaque épreuve par le Jury. Il est placé sous double enveloppe cachetée, signée des membres du Jury chargé du choix des épreuves et remis au Président de la commission de surveillance, immédiatement avant l'ouverture des épreuves.

La correction des épreuves sera assurée par le Jury chargé du choix des épreuves.

Les épreuves de chaque matière seront cotées de 0 à 20 points et affectées des coefficients suivants :

Composition française	3
Droit des pays d'outre-mer	2
Droit public français	2
Géographie de l'Union française	1,5

Pour être admis, les candidats devront réunir au moins un total de 102 points pour l'ensemble des épreuves, soit une moyenne de 12/20.

Une note inférieure à 5/20 pour une épreuve sera éliminatoire.

Si plusieurs candidats étaient placés ex-aequo, le Jury du concours établirait un ordre de préférence.

Une majoration égale à 5 % du total des points obtenus au concours est accordée aux candidats appartenant aux Services de l'Assemblée, ainsi qu'aux veuves de guerres et aux déportés.

Les trois candidats admis seront appelés à l'emploi d'Administrateur stagiaire des services de l'Assemblée de l'Union française au fur et à mesure des vacances qui se produiront dans le cadre et sous réserve du résultat favorable de la visite médicale d'aptitude.

Aucun candidat ne pourra être déclaré admis au titre de ce concours en sus des trois candidats précités.

Tous renseignements complémentaires seront donnés aux candidats qui se présenteront ou écriront au Secrétariat Général de l'Assemblée de l'Union française (Service du Personnel), Hôtel de l'Assemblée de l'Union française, 21 rue La Boétie; Paris (8^e).

Institut d'émission A.O.F.-Togo

SITUATION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE
FRANÇAISE ET DU TOGO

au 31 Juillet 1956

en Francs CFA

— ACTIF —

— PASSIF —

<i>Disponibilités en dehors de la zone d'émission</i>		<i>Engagements à vue</i>	
Monnaies de la zone franc	50.981.655	Billets en circulation	35.809.307.585
Correspondants en France	18.991.967	Comptes courants créditeurs	414.292.368
Trésor Public — Cpte d'opérations	9.601.999.650	<i>Dotation</i>	500.000.000
Bons du Trésor.	162.000.000		
<i>Disponibilités en A.O.F.-Togo</i>	255.716.877	<i>Comptes d'ordre et divers</i>	1.174.846.191
<i>Effets escomptés</i>	15.185.226.994		
<i>Avances à court terme</i>	367.005.000		
<i>Créances résultant du transfert du privilège</i>	9.723.551.603		
<i>Matériel d'émission transféré</i>	1.432.500.000		
<i>Immeubles, matériel et mobilier</i>	275.511.528		
<i>Comptes d'ordre et divers</i>	524.927.870		
	37.898.446.144		37.898.446.144

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 25 septembre 1956; à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kougnohou, Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers, d'une contenance de 80 ares 00 cas; connu sous le nom de Lonfoloko et borné au Nord par Aklé Méné, à l'Est au Sud et à l'Ouest par lui-même dont l'immatriculation a été demandée par le sieur N'vamessi Yawo; Propriétaire Planteur à Kougnohou, suivant réquisition du 19 mars 1956; n° 2803.

Le mercredi 26 septembre 1956; à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Otandjobo, Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier complanté de caféiers, d'une contenance de 3 ha 05 ares 10 cas; connu sous le nom de Sous-souwlaha; et borné au Nord par Adafianou Mahou et le ruisseau Soussouwlaha, au Sud par Azianou Adafianou et à l'Ouest par Adafianou Mahou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Fous-séni Amadou, Acheteur de produits (Commerçant à Badou); suivant réquisition du 3 avril 1956, n° 2809.

Le jeudi 27 septembre 1956; à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kitchibo; (Litimé) Cercle du centre, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers, d'une contenance de 3 ha 45 ares 30 cas, et borné au Nord par Aquité T. Marcel et Alson Koliko, à l'Est par Odeyi Asouka, au Sud par Stanislas K. Dokou et à l'Ouest par Wamisseh Edoh et Otho Odouni, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Amadou Fousséni, Acheteur de produits (Commerçant à Badou), suivant réquisition du 3 avril 1956, n° 2810.

Le vendredi 21 septembre 1956; à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un quadrilatère irrégulier; d'une contenance de 6 ares 81 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord, au Sud et à l'Ouest par Dadzie et à l'Est par la route de Palimé; dont l'immatriculation a été demandée par le Clément Kuévi, Charpentier à Lomé, suivant réquisition du 6 avril 1956; n° 2812.

Le vendredi 21 septembre 1956; à 10 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé — Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme de quadrilatère; d'une contenance de 7 ares 77 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord et à l'Ouest par les héritiers Kossidjin Zakou, à l'Est par l'ancienne route circulaire et au Sud par un projet de rue; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sah Kokouvi Sébastien, Aide-Géomètre des T. P. (Service Topographique) à Lomé, suivant réquisition du 6 juillet 1956, n° 2815.

Le vendredi 28 septembre 1956, à 11 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 ares 48 cas connu sous le nom de quartier Gnagna et borné au Nord par rue Gambetta, à l'Est par rue Albert Sarraut, au Sud par Kanli Koutchona et à l'Ouest par Kasségné Gadjito, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Christian K. Assoghavi, Propriétaire à Atakpamé; suivant réquisition du 13 avril 1956, n° 2816.

Le vendredi 28 septembre 1956, à 8 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Badou Toméghé, Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain urbain bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 8 ares 05 cas connu sous le nom d'Akposso Sud et borné au Nord par un ravin non dénommé, à l'Est par Doh Oulo et Abey John, au Sud par Jean Kouassi et à l'Ouest par Adoh; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gilbert Yao Akakpo, Planteur à Badou, suivant réquisition du 23 mai 1956; n° 2827.